

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boîte Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 11
JEUDI 8 MAI 1969

A BAS LA 5^e RÉPUBLIQUE !

Le retour de de Gaulle à Colombey n'a provoqué chez ses meilleurs soutiens ni clameurs de désespoir, ni réactions de chiens enragés. Seulement quelque « tristesse » dans leurs déclarations qui résonnaient à la radio et à la télévision comme des oraisons funèbres.

Tout s'est passé comme dans une tragi-comédie préparée de longue date et dont le scénario a été répété à de nombreuses reprises.

C'est que le départ du général-politicien était une exigence populaire bien compréhensible, mais aussi une exigence de la haute bourgeoisie française. Celle-ci considérait en effet que l'incapacité de l'équipe gaulliste à résoudre la crise économique et financière mettait en danger le pouvoir des monopoles lui-même.

En effet, les luttes révolutionnaires de mai 1968 avaient fait chanceler le régime gaulliste, sauvé in extremis par la trahison des révisionnistes du P. C. F. et des réformistes de la C.G.T. qui organisèrent les négociations de Grenelle et proposèrent à de Gaulle des élections générales après dissolution de l'Assemblée nationale.

A son tour, le pouvoir des monopoles en fut très sérieusement ébranlé, car la vulnérabilité du régime gaulliste était devenue si évidente qu'elle provoqua une crise de confiance chez les capitalistes eux-mêmes, inquiets de l'aggravation de la crise économique qui se manifestait par le repli des exportations et le déficit de la balance commerciale.

Nous n'avons pas oublié la fuite des capitaux vers l'Allemagne de Bonn et la Suisse ni l'intervention des capitalistes américains, anglais et allemands « pour sauver le franc », ni la décision gaulliste de ne pas dévaluer la monnaie et de redonner confiance aux capitalistes par l'application du fameux « plan d'austérité », sur le dos des masses laborieuses.

Tout cela nous faisait dire ici même, au début de la campagne pour le « NON » à de Gaulle : « Le régime gaulliste est très malade ! » Nous écrivions aujourd'hui, à la lumière de ce qui se passe et de ce qui se trame : « L'équipe de de Gaulle est très malade et condamné à disparaître ! ».

C'est son successeur désigné, le représentant des banquiers et de la haute finance, Georges Pompidou lui-même, qui avait prononcé sa condamnation lorsqu'il annonça à Rome qu'il poserait sa candidature à la présidence de la République « si de Gaulle cessait ses fonctions ».

Cette déclaration qui semblait intempestive provoqua quelques remous dans le camp gaulliste et de Gaulle lui-même piqué au vif, le prit de très haut, assurant qu'il assumerait ses fonctions jusqu'en 1972.

Mais aujourd'hui l'unanimité du camp gaulliste s'est réalisée avec une extrême facilité autour de celui que certains considéraient comme un maladroit, sinon un rebelle. Il en a été de même pour les « indépendants » Giscard d'Estaing et Marcellin et Mondon, qui s'affrontaient encore la semaine précédente.

Chez les « centristes » qui représentent la fraction de la bourgeoisie la plus pro-américaine, c'est encore l'incertitude apparente qui pourrait se prolonger jusqu'au 13 mai, date limite des déclarations de candidature à l'élection présidentielle.

Chez les partis « de gauche », c'est la confusion totale et la discorde. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que d'un côté comme de l'autre tous les représentants et agents de la bourgeoisie monopoliste prêchent l'apaisement, voire même la réconciliation, afin que tout se passe sans heurt, sans troubles, sans réactions populaires et que la continuité du pouvoir des monopoles, qui ne peut plus être assurée par de Gaulle, le soit par leur nouvel homme de confiance, le banquier Georges Pompidou.

Quant aux révisionnistes du Parti de Waldeck-Rochet, ils n'ont pas, bien sûr, renoncé à leur conception anti-léniniste du « passage pacifique au socialisme par la voie électorale et parlementaire ». De-

puis le 27 avril ils reprennent sans se lasser leur mot d'ordre habituel selon lequel il n'y a de salut que par « l'union des gauches », « sur un programme commun ». Avec une obstination suspecte, ils ne cessent d'adresser des lettres en ce sens aux sociaux-démocrates contre-révolutionnaires. Et comme en juin 1968 ils orientent toute l'activité de leur Parti vers la préparation de l'élection présidentielle dans l'espoir qu'elle pourrait entraîner la possibilité de retrouver grâce à quelques succès électoraux, l'influence perdue dans la classe ouvrière. Ils espèrent préparer ainsi de concert avec les politiciens professionnels de la fausse gauche l'avènement d'une autre solution de rechange pour la bourgeoisie, la « démocratie avancée » chère à Waldeck-Rochet, c'est-à-dire une autre forme de démocratie bourgeoise destinée à retarder autant que possible la conquête du pouvoir par le prolétariat en alliance avec les couches les plus exploitées du peuple.

En vérité cette politique d'unité sans principe les a conduits depuis de nombreuses années d'échecs en échecs jusqu'à l'impasse totale d'aujourd'hui. Ils ont ainsi bien servi les intérêts de la bourgeoisie.

En faisant voter « NON » le 27 avril, les marxistes-léninistes auront permis à de nombreux travailleurs de prendre conscience, par leur propre expérience, de la vanité de la voie électoraliste, qui n'aura fondamentalement rien changé à leur exploitation malgré la défaite gaulliste.

Du même coup, ils auront aussi pris conscience de la trahison des dirigeants révisionnistes, prêcheurs d'ordre, de calme et de dignité afin que les élections se déroulent dans de bonnes conditions... pour la bourgeoisie.

Ils auront aussi compris que nous avions raison de les mettre en garde contre les illusions électoralistes, que nous avions aussi raison de leur dire : « Pour en finir avec la crise qui touche avant tout les masses laborieuses, pour sauvegarder les droits des travailleurs, de la paysannerie laborieuse et des intellectuels, il faut renverser le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste et le remplacer par le pouvoir des travailleurs ».

Cela ne se fera pas par les moyens d'élections décidées, organisées et contrôlées par cette bourgeoisie, mais par l'action révolutionnaire des masses populaires sous la direction d'un vrai parti révolutionnaire, guidé par la théorie et la tactique marxistes-léninistes ».

C'est pourquoi les marxistes-léninistes, à l'occasion de la prochaine élection présidentielle se garderont de prendre partie pour telle ou telle fraction de la bourgeoisie, pour telle ou telle solution de rechange au gaullisme.

Il s'agit d'une querelle entre différentes catégories d'exploiteurs.

La classe ouvrière doit au contraire saisir ce moment pour mener son propre combat contre la bourgeoisie « de gauche » et de droite.

Elle doit se dresser contre les partisans de l'apaisement et de l'ordre bourgeois, qui s'accrochent fort bien de la Constitution monarchiste de la V^e République.

Elle doit exiger la satisfaction des revendications politiques et économiques pour lesquelles des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté le 11 mars.

C'est le meilleur moyen d'abattre à la fois et définitivement le régime gaulliste et toutes ses solutions de rechange.

Nous ne voulons ni de Pompidou, ni de Poher, ni de Deferre, ni d'un Judas révisionniste, ni d'aucun politicien de la bourgeoisie.

A bas la V^e République !

Vive le pouvoir révolutionnaire des travailleurs !

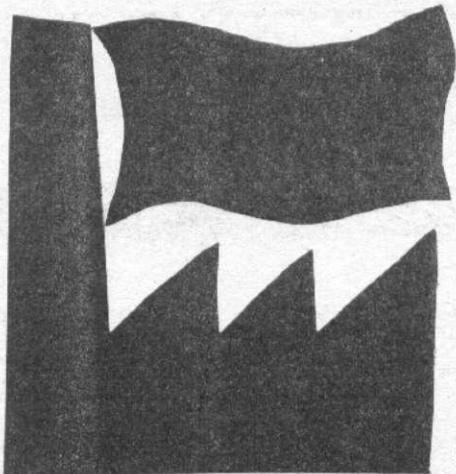
Vive la République socialiste de France, fondée sur la dictature du prolétariat !

H. R.



Ni Pompidou, ni Poher, ni Deferre, ni le Judas révisionniste Duclos, ni aucun politicard... La voie de la victoire est celle de l'action révolutionnaire des masses populaires sous la direction d'un vrai Parti révolutionnaire. Mai 1968 a été une première étape sur cette voie, malgré la trahison révisionniste. Ci-dessous : travailleurs et étudiants unis dans la lutte. Les étudiants révolutionnaires viennent soutenir les grévistes de Renault, en mai 1968.





Une semaine de luttes

VENDREDI 25

- **BERLIET A VENISSIEUX** : poursuite des arrêts de travail tournants pour protester contre la lenteur des conversations engagées avec la direction pour la revalorisation des salaires.
- **B.R.G.M. A ROUEN** : poursuite de la grève des agents de recherche contre les mesquineries du règlement intérieur.
- **LYCEE LOUIS-LE-GRAND A PARIS** : Différentes formes de manifestation pour gêner la convocation d'un conseil de discipline devant sanctionner les élèves qui avaient expulsé un député U.N.R. le 21 avril. Intervention de la police. Début d'une grève de protestation.

SAMEDI 26

- **PAYSANS** : le secrétaire général de la F.N.S.E.A. est conspué dans une réunion pour ses positions favorables au référendum.

DIMANCHE 27

- **REFERENDUM** : victoire du « non » mettant fin à la présidence de Gaulle. Manifestations spontanées (notamment au Quartier Latin) au cri de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! ». Echauffourées avec la police.

LUNDI 28

- **ILE DE LA REUNION** : grève généralisée pour la parité avec la « métropole » des salaires des dockers, des travailleurs du bâtiment et des transports, pour l'arrêt des licenciements dus aux concentrations d'entreprises, pour le droit syndical, l'extension des garanties sur l'emploi, les indemnités de chômage.

MARDI 29

- **COLGATE - PALMOLIVE A COMPIEGNE** : grève de 24 heures pour protester contre le danger de manipulation des enzymes entrant dans la nouvelle composition des lessives, pour la réduction des horaires, pour l'amélioration des rapports humains avec les chefs d'ateliers, pour l'organisation de sessions de formation.

JEUDI 1^{er} MAI

- **JOURNEE DES TRAVAILLEURS** : malgré la trahison de la C.G.T. qui a annulé les défilés du 1^{er} mai pour des raisons électoralistes, malgré les mesures policières extrêmes, de nombreuses et courtes manifestations ouvrières et étudiantes ont lieu dans les quartiers et la banlieue de Paris ainsi que dans plusieurs villes de province.

VENDREDI 2

- **PAPETERIES DE MIMIZAN (LANDES)** : grève de 24 heures pour exiger la réintégration de deux ouvriers licenciés.

SAMEDI 3

- **COMPAGNIE DE NAVIGATION DAHER A MARSEILLE** : les marins de deux navires empêchent le départ de leurs unités pour protester contre leur vente prochaine à des armateurs étrangers.
- **LYCEE LOUIS-LE-GRAND A PARIS** : riposte à une attaque d'un commando fasciste. Un jeune militant est grièvement blessé par l'explosion d'une grenade. Extension de la grève de protestation à d'autres établissements.

PLUS QUE JAMAIS INTENSIFIONS LA BATAILLE DE H. R. !

Après la victoire du non, la « bataille des présidentielles » risque de favoriser le poison électoraliste qu'entretient aussi bien la droite que la soit-disant gauche. Il est donc capital de développer nos moyens pour rappeler, partout en France, exemples à l'appui, que les alliances au sommet et les bulletins de vote n'ont jamais libéré le peuple ; que l'unité à la base et dans l'action, guidée par les principes éprouvés du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-toung pourra seul écraser un jour la bourgeoisie par la dictature du prolétariat.

Nous sommes confrontés à un difficile problème : il y a contradiction entre l'ampleur des documents importants à publier, et nos modestes moyens, en particulier financiers. Or, il est inconcevable d'augmenter notre prix de vente tant que tout autre moyen n'aurait pas été épuisé, et il est donc fondamental de recourir à l'aide financière bénévole — même minime — de tous les camarades lecteurs qui le peuvent.

Sans leurs efforts nous n'aurions pu faire paraître le numéro exceptionnel du 1^{er} mai. Cette semaine, si nous paraissons encore sur 12 pages, c'est pour donner sa juste place au rapport du camarade Lin Piao au 3^e Congrès. Nos moyens de nous permettent déjà pas de publier 4 pages supplémentaires, et nous serons malheureusement forcés de publier la fin de ce document dans le

cadre de nos 8 pages. Nous faisons donc un appel pressant à ce que chaque militant fasse l'effort de répondre et populariser notre souscription nationale permanente.

En avant pour intensifier et gagner la bataille de l'Humanité Rouge !

SOUSCRPTION NATIONALE

Total des listes précédentes		5 590
Initiale	Ville	Fr
Cercle ML	Banlieue	
Groupe diffuseurs H.R.	sud	50
Tolbiac	Paris	100
Groupe diffuseurs H.R.	Paris 10 ^e	40
T. C.	Cachan	50
V. A.	Pignans	50
L. C.	Saint-Lô	20
Groupe H.R. de Fac.	Vincennes	113
G. J. M.	Amiens	10
Total général		6 023

LE 1^{er} MAI ET LA LIGNE DE MASSE

La veille et le jour du 1^{er} mai, de très nombreux travailleurs laissent voir leur sourde colère, impuissante, face à l'odieuse trahison de la C.G.T., dont la date a été soigneusement calculée (ainsi que la modalité : Paris d'abord, puis peu à peu la France) pour prendre de court la plupart des militants.

Pourtant, parmi eux, ceux qui pouvaient s'attendre à une telle trahison, pour avoir tiré correctement les enseignements d'un an de lutte, ne furent pas aussi désarmés et impuissants : des comités d'action, de base, des comités H.R., comptant sur leurs propres forces et leur implantation locale, c'est-à-dire leur liaison avec les masses, purent répondre du « tac au tac », dès le 30 avril ou le 1^{er} mai.

Nous avons choisi ces deux tracts locaux tant pour leur excellent contenu, chacun dans leur style, que pour illustrer ce fait que, de plus en plus, les camarades conscients doivent tout faire pour développer localement leur patient travail d'implantation dans les entreprises comme dans les quartiers, tâche fondamentale à partir de laquelle, seulement, peuvent être posés correctement les problèmes d'une nécessaire coordination d'actions communes.

Ne perdons pas de vue que, si en un an, la politique révisionniste s'est étalée au grand jour, ouvrant les yeux à des quantités de travailleurs honnêtes, ceux-ci ne quitteront définitivement les organisations révisionnistes (ou réformistes) que lorsque nous aurons fait la preuve de notre sincérité et de nos capacités. Partout où un patient travail local s'est implanté (au travers de bien des aléas) ces travailleurs nous écoutent, nous reconnaissent et nous rejoignent, l'un après l'autre ; au fur et à mesure aussi que le P. « C. » F. ou la C.G.T. s'enferment dans leur politique de collaboration de classe.

Il était donc fondamental que dès le 30 avril et le 1^{er} mai les camarades dénoncent, là où ils sont connus, et en particulier dans leurs quartiers, cette nouvelle trahison révisionniste. Par contre, il était aventureux de céder à une compréhensible tentation de « relever le drapeau » par une manifestation publique centrale, au moins à Paris et dans la plupart des grandes villes, ceci vu les délais extrêmement brefs et la jeunesse des comités de lutte de classe dont la coordination ne peut s'improviser.

Soulignons d'ailleurs que la répression policière savamment mise en vedette par la radio, notamment, s'est abattue avec la bénédiction de Seguy, principalement sur ces tentatives trop hâtives de devoir manifester « coûte que coûte ».

Certes l'existence même de ces manifestations, le millier d'arrestations « préventives » à Paris, prouve d'abord la très grande combativité des militants qu'aucune combine entre révisionnistes et gaullistes n'intimidera. Cette combativité, pour être moins « spectaculaire » fut plus efficace lorsque les comités développèrent leur travail de quartier, avec des tracts comme ceux reproduits ici.

Certes, d'ailleurs, la plupart des manifestants parisiens se sont bien rendus compte que l'on ne va pas « mettre l'étincelle » dans un quartier populaire comme Belleville du jour au lendemain, sans implantation sérieuse ; alors que, dans ce quartier, en plus, existe d'une part des foyers réactionnaires dus au sionisme, et d'autre part la juste prudence des camarades algériens de ne pas « faire les frais » d'opérations de police montées à l'ombre de la politique révisionniste de la C.G.T., dont ils souffrent assez par ailleurs.

Il y aurait beaucoup à dire encore, et notamment sur la collusion de fait entre la décision cégétiste et l'appareil de répression policier, l'un et l'autre se complétant pour que le P. « C. » F. et l'U.D.R. puissent prouver coûte que coûte que la politique ne se fait que dans les urnes, dans l'ordre et la dignité démocratique et républicaine, assurée par les polices de l'Etat et celles des partis que nous avons toutes sur le dos (des S.A.C. aux nervis révisionnistes en passant par les treillis bleus inaugurés le 1^{er} mai).

Ce qui reste l'essentiel c'est que cette complicité de fait n'a pu atteindre, malgré les odieuses propagandes gaullistes et révisionnistes, son but.

Le 1^{er} mai aura été surtout l'occasion pour les révolutionnaires de commencer un nouveau travail de propagande et implantation locales, anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-révisionniste : ils se sont servis pour cela des armes fournies par la sainte alliance des révisionnistes et des réactionnaires. Gageons qu'ils n'ont pas fini de s'en servir. Et qu'avec la « ligne de masse », ils sauront toujours mieux s'en servir !

H. R.

Le 1^{er} mai est une journée de lutte pour tous les travailleurs. Le 1^{er} mai est un jour qui nous appartient, puisque même les patrons et la bourgeoisie ont été obligés de reculer devant cette tradition de combat ouvrier en acceptant qu'il soit un jour chômé, une journée de manifestation. Or, qui vient d'interdire au peuple de descendre s'exprimer dans la rue ? C'est la direction de la C.G.T., cette direction qui négociait déjà en mai dernier à Grenelle avec les patrons bradant les grèves des travailleurs pour des élections. Le cirque électoral recommence : MM. Seguy et Waldeck demandent au « camarade » Guy Mollet de bien vouloir faire un programme commun. Ces derniers refusent. De concessions en concessions, voyant de la provocation partout, ils en sont réduits à traiter tout travailleur combattif de « gauchiste ». Pour être révolutionnaire en 1969 d'après M. Waldeck-Rochet, il faut vendre beaucoup de muguet !

La C.G.T. et le P. « C. » F., en paralysant tout mouvement populaire prépare le lit du fascisme. En effet, quelques heures après l'interdiction du défilé du 1^{er} mai par la C.G.T., le ministre de l'Intérieur, le gaulliste Marcellin (1), reprenait à son tour la fable de provocations gauchistes en menaçant tout rassemblement de répression. Nous pouvons dire que tout incident qui aura lieu le 1^{er} mai, la responsabilité en incombera à la C.G.T. et à la police.

La force de la classe ouvrière est dans la lutte contre le patronat et la bourgeoisie dans les usines et dans la rue. Souvenons-nous de mai dernier ! 9 millions de travailleurs se sont mis en grève : la bourgeoisie était affolée. En fait, c'est mai dernier qui a préparé la chute de de Gaulle. Mais si de Gaulle s'en va, la bourgeoisie reste. Elle ne laissera pas sa place pour un bulletin de vote. Les exploités ne s'en iront que lorsque le peuple sera assez fort pour les chasser.

Le P. « C. » F. n'est plus un parti communiste, c'est un parti social-démocrate. Les Waldeck-Rochet et Seguy, rejoindrons dans la poubelle de l'Histoire les Léon Blum et Guy Mollet, socialistes de nom, agents zélés de la bourgeoisie en réalité. Mais les vrais communistes ont déjà commencé à reprendre la relève. Un vrai parti marxiste-léniniste existe, aux travailleurs d'avant-garde les plus conscients de le renforcer. Des comités de base réalisant l'unité à la base et dans l'action se créent dans les usines, arrachant la classe ouvrière au révisionnisme et au réformisme, et constituant le premier pas vers la reconstruction d'une centrale syndicale rouge de lutte de classe.

Rejetons les illusions électoralistes et préparons-nous à la lutte de classe, seul moyen de faire l'unité de la classe ouvrière et de rassembler les étudiants, les paysans et les petits commerçants.

La lutte sera longue et difficile, mais tous unis nous vaincrons.

A BAS LE POUVOIR DES MONOPOLES.

SEGUY-MARCELLIN COMPLICES.

HALTE A LA MONTEE DE FASCISME.

NON A L'ELECTORALISME.

VIVE LE 1^{er} MAI DES LUTTES OUVRIERES.

COMITE HUMANITE ROUGE DU II^e.

(1) Le Marcellin en question « a fait ses classes » sous les ordres de Jules Moch du temps où ce « socialiste » était au ministère de l'Intérieur, d'où il réprima férocement les manifestations ouvrières en 1947-1948.

Aux Anciens Lecteurs de « PROVENCE ROUGE »

Ainsi que « Provence Rouge » l'indiquait dans son numéro 32, ce journal arrête sa parution hebdomadaire, afin de céder la place à un hebdomadaire national marxiste-léniniste, en l'occurrence « L'Humanité Rouge ».

L'équipe rédactionnelle de l'« Humanité Rouge » salue ses nouveaux lecteurs des départements du Sud-Est, et espère répondre aux aspirations des travailleurs, des intellectuels et paysans révolutionnaires du Midi, qui ont jusqu'alors été de fidèles lecteurs de « Provence Rouge ».

Elle souhaite recevoir d'eux une précieuse collaboration sous formes de lettres, de critiques, de relations de luttes ouvrières, paysannes, étudiantes, etc.

L'« Humanité Rouge », journal révolutionnaire, ne vit que par et pour les travailleurs. Leur collaboration active en tant que correspondants, rédacteurs bénévoles, diffuseurs, etc.

Il conviendra également de demander aux dépositaires, libraires, d'assurer un affichage correct de l'« Huma Rouge », et de s'opposer le cas échéant à tout sabotage de ce côté. Nous rappelons par ailleurs aux abonnés de « Provence Rouge » que, sauf avis contraire de leur part, l'« Humanité Rouge » leur sera adressée à compter de ce jour, et ce, jusqu'au terme de leur abonnement.

Soutenez la presse marxiste-léniniste !

Défendez, diffusez, améliorez votre journal !

L'HUMANITE ROUGE.

LE POINT DE VUE DU TRAVAILLEUR

1^{er} MAI 1969

NOUVELLE TRAHISON DU P. « C. » F. ET DE LA C. G. T.

Après le non au référendum du 27 avril, le P. « C. » F. et la C.G.T. clament « victoire des forces ouvrières et démocratiques » !

Aujourd'hui il est question de « provocations gauchistes ». Aussi faut-il annuler la manifestation du 1^{er} mai 1969.

ALORS DE QUELLE VICTOIRE S'AGIT-IL ?

Est-ce la victoire des travailleurs ou la victoire de quelques bureaucrates qui entretiennent des illusions électoralistes dans la classe ouvrière ?

Le NON n'aura une signification que s'il est suivi de luttes de classe sévères qui seules feront plier la bourgeoisie déjà en crise.

En annulant la manifestation du 1^{er} mai, le P. « C. » F. et la C.G.T. veulent démobiliser la classe ouvrière : « Le NON est passé, alors sagement on va préparer les élections. Il faut montrer à la bourgeoisie que nous sommes capables de prendre la relève du pouvoir, de gérer son économie » (!).

Les travailleurs ont déjà vu que les élections c'est le terrain de la bourgeoisie, et que s'ils y participent c'est pour appuyer le bulletin de vote par une lutte sur leur terrain : la lutte classe contre classe dans les usines.

La bourgeoisie est un géant dont les pieds d'argile aujourd'hui s'effritent ; on l'abattra en sapant son pouvoir par la lutte à la base du peuple travailleur dirigé par la classe ouvrière. Les travailleurs le savent, le P. « C. » F. et la C.G.T. l'ont oublié depuis longtemps ; ils préfèrent réprimer les luttes à la base et parloter et flatter le pouvoir des monopoles.

Qu'ils ne nous racontent pas d'histoires idiotes ! S'ils ont annulé la manifestation c'est bien qu'ils ont eu peur des travailleurs qui les auraient débordés et auraient fait du premier mai une journée de luttes de classe.

Le complot des « gauchistes », c'est en fait le prétexte pour réprimer la lutte des travailleurs pour qu'il le bulletin de vote n'a jamais rien changé s'il n'était pas suivi d'un dur combat contre les exploités.

Quand à la collusion des « comités d'action civique » (commandos fascistes) avec les « gauchistes », le mensonge et la calomnie ne sont pas du goût des travailleurs, la C.G.T. et le P. « C. » F. devront prendre garde au jour où la vérité éclatera !

QUI FAIT LE JEU DU FASCISME ?

Les travailleurs qui luttent et appellent à la constitution d'un front uni pour barrer la route au fascisme, ou bien ceux qui démobilisent les travailleurs, répriment les luttes, calomnient ?

Ceux qui ont toujours un bon prétexte pour réclamer « l'ordre, le calme et la dignité » en vue de parloter avec les patrons (Grenelle, Tilsitt) et d'élections présidentielles, ou bien ceux qui veulent intensifier la lutte de classe et faire du 1^{er} mai une journée de luttes anti-monopoliste, anti-fasciste, anti-impérialiste ?

Ceux qui parlent toujours d'unité au sommet avec les dirigeants sociaux-gérants loyaux du capitalisme, et autres matraqueurs des travailleurs comme Mollet le traître ou Mitterrand le pétainiste ; ou bien ceux qui luttent pour l'unité à la base et dans l'action, pour créer un large front uni de tous les exploités autour de la classe ouvrière ?

Aujourd'hui la bourgeoisie est faible : pour maintenir sa dictature sa dernière carte c'est le fascisme.

Face à l'offensive de la bourgeoisie en crise, le 1^{er} mai c'est une journée de luttes :

— Contre l'accélération des cadences, les licenciements, les récupérations sur les salaires. Le chômage...

— Contre la répression systématique, la mise sur pied de commandos fascistes (C.D.R., S.A.C.) briseurs de grèves, arrestations arbitraires...

— Contre la participation fasciste (ouvriers et patrons dans le même bateau).

— Contre l'impérialisme français.

— Pour soutenir la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme.

C'est cette manifestation que le P. « C. » F. et la C.G.T. ont saboté car ils avaient peur d'être débordés par les travailleurs ; ce n'est pas comme ils le prétendent une réponse à des provocations fascistes (contre lesquelles ils n'ont jamais rien fait).

Le P. « C. » F. et la C.G.T. préparent sagement les élections présidentielles et veulent, en bons valets, montrer à la bourgeoisie qu'ils sont bien à son service et qu'elle peut compter sur eux pour briser les luttes populaires !

Le P. « C. » F. et le pouvoir sont du même côté de la barrière et interdisent, la main dans la main, la manifestation du 1^{er} mai, journée internationale de luttes des travailleurs !

TENONS-NOUS MOBILISES !

Malgré la trahison de la C.G.T. et du P. « C. » F. qui laisse la porte ouverte :

— aux provocations des flics et des fascistes ;
— aux aventures d'isolés ou d'organisations anarcho-syndicalistes, anarchistes ou trotskistes ; partout dans nos quartiers, pour célébrer le 1^{er} mai des travailleurs, rejoignons les comités de base ou comités d'action d'usines, les comités d'action de quartier ! En évitant les provocations des flics et les actions aventuristes, nous manifesterons que notre NON à de Gaulle était un NON à la montée du fascisme, un OUI à la lutte de classe !

A BAS LE 1^{er} MAI DE COLLABORATION DE CLASSE !

VIVE LE 1^{er} MAI DE LUTTE DE CLASSE !

Comité d'Action XIX^e.

TRAHISON DU 1^{er} MAI 69 !



Les flics en nouvelle tenue le 1^{er} Mai.

Depuis 1890 c'est une tradition du mouvement ouvrier, le 1^{er} mai est reconnu par tous comme une grande journée de lutte internationale des travailleurs.

Dans certains pays, les gouvernements bourgeois ou fascistes ne reconnaissent pas cette journée, interdisent les manifestations, pourtant dans chacun de ces pays les travailleurs manifestent par tous les moyens leur détermination de lutter pour une ère meilleure, leur internationalisme prolétarien et leur respect dans cette tradition du mouvement ouvrier syndical et révolutionnaire.

Dans d'autres pays comme en France, les luttes et les conditions ont fait que l'état capitaliste a dû lâcher sur cette revendication mobilisatrice des travailleurs. Bien sûr, il a essayé de dévoyer le 1^{er} mai de journée de lutte en journée de fête pastorale et corporatiste ; mais jamais les travailleurs organisés dans leurs syndicats ne se sont laissés prendre à ce piège ; il n'y a pas si longtemps que la C.G.T. et le P. « C. » F. (pourtant déjà lancés sur le muguet), tenaient quand même à rappeler que le 1^{er} mai était et restait la journée du monde ouvrier en lutte pour son émancipation.

Oui, au cours des années et suivant les pays, il y en a eu des 1^{er} mai différents, des 1^{er} mai de lutte rouge du sang des ouvriers, des 1^{er} mai de victoire, triomphants, merveilleux, des 1^{er} mai socialistes, ceux qui suivirent 1917 en U.R.S.S. et 1949 en Chine.

Il est sûr qu'une histoire de cette journée internationale de lutte contiendrait plusieurs gros volumes et ne serait jamais épuisée, mais avant cette année on pouvait croire que cette histoire aurait tourné autour de deux termes principaux : 1^{er} MAI DE LUTTE, 1^{er} MAI DE VICTOIRE.

Or un autre terme vient de s'ajouter à cette histoire si longue :

TRAHISON DU 1^{er} MAI

L'inventeur en est le sinistre traître Seguy, aidé de ses compères Krasucki, Mauvais et consort.

Oui on avait vu cette journée interdite par des pouvoirs bourgeois, non reconnue par des fascistes, mais jamais sabordée, sabotée par ceux qui osent se prétendre les représentants des travailleurs, par les dirigeants de la vieille centrale française de « lutte de classe », la C.G.T. renouant avec les méthodes du champion de l'union sacrée, leur maître à penser

Jourhaux, nos renégats ont quand même innové en la matière.

Non, jamais de mémoire de militant une centrale syndicale (qui se dit de lutte de classe) n'avait osé faire un appel aux masses ouvrières dans le sens de la non-participation, de l'abstention ; or, cette étape (une fois de plus) vient d'être franchie.

DANS LA VOIE DE GRENELLE

Après Grenelle, après les mille et une trahisons de mai-juin 68 et les manœuvres de tous les jours que pouvait-on attendre d'autre de cette poignée de renégats ? N'était-ce pas logique qu'ils poursuivent dans la même voie ? Partout nous sommes aujourd'hui des milliers d'ouvriers français et immigrés encore à la C.G.T. ou militant en dehors, qui (bien qu'endurcis et avertis) sommes obligés de reconnaître que les bras nous en sont tombés. Pour certains de nos camarades encore dans l'organisation C.G.T. et qui sentaient que ça n'allait pas, peuvent-ils refuser de croire l'évidence de la dure réalité ? Leurs dirigeants ne sont pas seulement des « mous », mais des traîtres conscients de leur trahison !

Il faut appeler un chat un chat !

ON A LES AMIS QUE L'ON MERITE !

Si les travailleurs conscients, pas seulement de France mais de tous les pays sont révoltés et écœurés par la trahison de la sinistre bande, d'autres, par contre, s'en réjouissent et reconnaissent dans les dirigeants de la C.G.T. Française, des défenseurs de l'ordre, des « gens sérieux ».

En Espagne où toute la presse fasciste se réjouit de la décision de la C.G.T., le quotidien Phalangiste « Pueblo » titre « PAS DE 1^{er} MAI A PARIS, L'ORDRE AVANT TOUT ». Le gouvernement franquiste, de son côté, utilise à fond la décision de la centrale française, pour lutter contre sa propre classe ouvrière. Pour ces fascistes qui n'ont pas accepté d'autoriser, ni même de reconnaître cette journée, l'aide que leur apporte la C.G.T. (que bien des travailleurs espagnols citaient en exemple) est inattendue et inappréciable.

QUAND LES VALETS SONT AU GOUVERNEMENT !

En Grande-Bretagne où les semblables de nos gérants loyaux sont au pouvoir, la journée du 1^{er} mai n'est pas reconnue non plus et donc pas chômée. Pourtant les travailleurs anglais ont profité du 1^{er} mai pour engager une grande bataille contre ce gouvernement social-démocrate qui, amené à la direction du pays par le soutien de la classe ouvrière anglaise et de ses syndicats, a la prétention aujourd'hui de faire passer une loi anti-grève, réduisant sensiblement les droits et les libertés d'action des trades-unions.

Cette grève politique, LA 1^{re} DEPUIS 1926, a entraîné plus de cent mille ouvriers, et paralysé une partie importante du secteur industriel et commercial anglais.

Le gouvernement Wilson est caractéristique de ce qu'apportent les gérants loyaux genre Mollet, Rochet, Seguy à la classe ouvrière.

Cette grève politique est caractéristique de la prise de conscience des travailleurs anglais devant la malfaisance de la sociale-démocratie au service du grand capital.

POUR LA LUTTE FINALE

Camarades ouvriers, la lutte pour un monde sans guerre, sans exploitation, la lutte pour le socialisme libérateur passe par la lutte contre le capitalisme, l'impérialisme, le fascisme mais n'oublions jamais que cette lutte est inséparable de la lutte contre les réformistes, opportunistes, révisionnistes qui, de quelque école qu'ils se réclament, sont des traîtres au mouvement ouvrier, des partisans de la collaboration de classe.

Abonnez-vous...

ABONNEMENT A L'HUMANITE-ROUGE

Abonnement ordinaire

6 mois 20 F
1 an 40 F

Abonnement de soutien

40 F
80 F

Nom

Prénom

Adresse

C.C.P. La Source 30226.72

Le journal « Solidarité Anti-Impérialiste » de mai (n° 3) est paru. En vente 1 F.

Ce journal, fait par des militants anti-impérialistes dont beaucoup avaient déjà participé au fonctionnement du « Centre Information Viêt-nam », complète l'action de celui-ci, centralise des expériences et des nouvelles et se met ainsi « au service de l'unité des luttes contre l'impérialisme et ses complices ».

Camarades, ne manquez pas de lire et diffuser ce numéro !

Au sommaire :

Pages

- 1-8 ● « Le Drapeau de mai » (éditorial).
- 1-3 ● Une victoire pour tous les peuples : Le IX^e Congrès du P.C.C.
- 1-3 ● Viêt-nam : « Le pouvoir est au bout du fusil ». La victoire du Viêt-nam contre l'impérialisme yankee est aussi une grave défaite contre le révisionnisme.
- 4-5 ● Solidarité avec les travailleurs immigrés.
- 2 ● Nouvelles du monde en lutte ;
- 6 ● L'Afrique contre l'impérialisme ;
- 7 ● Quelques travaux de comité ;
- 8 ● Israël : rejeton impérialiste.

Pour toute commande par correspondance, écrire à : R. Begouen, B.P. 62, Paris-11^e (sans autre mention).

Pour tout contact s'adresser les jeudis et samedis après-midi au Centre Information Viêt-nam, 17, rue du Sentier, Paris-3^e.

Note. — La rédaction de S.A.I. nous signale qu'une ligne a été malencontreusement déplacée dans l'éditorial, ce qui gêne sa compréhension :

Il s'agit de la première ligne de la 2^e colonne qui devrait se trouver à la fin de cette colonne.

CONTRIBUTION D'UN CAMARADE CHEMINOT AU PROBLÈME DU FRONT UNI

Nous publions ci-dessous un extrait d'une importante étude d'un camarade cheminot sur la situation des travailleurs de la S.N.C.F. et sur les tâches des syndicalistes révolutionnaires. Cet extrait concerne le front uni et la ques-

tion de la tactique à adopter sur les comités de base et conseils ouvriers à la S.N.C.F., il illustre ainsi la tactique générale des marxistes-léninistes, déjà exprimée dans H.R., sur la question syndicale et a donc valeur d'exemple.

Pour la création d'un large Front Uni, avec la constitution de puissants Comités d'Unité et d'Action à la Base, exerçant leur pression organisée sur le pouvoir et les directions syndicales, il ne serait pas juste de compter exclusivement, comme noyau moteur, sur les seuls syndicalistes révolutionnaires déclarés et reconnus comme tels. Notre appel doit se faire prioritairement et principalement en direction des masses cheminotes. Beaucoup de cheminots ont élevé considérablement leur niveau de conscience et leur volonté de lutte au travers de leurs longues et multiples expériences, et surtout à travers les luttes plus récentes de mai-juin 1968 et les premiers mois 1969. Ils forment une masse disponible pour l'organisation et le développement de la lutte de classes sous des formes nouvelles et encore plus radicales. Très nombreux sont ceux qui ont compris le contenu erroné des lignes élaborées et mises en application par les directions syndicales, au moyen de mesures bureaucratiques coercitives et de pressions antidémocratiques intolérables et de moins en moins admises.

Cette prise de conscience collective de la base sur des positions justes, en opposition avec les lignes erronées des confédérations met dans une situation difficile, délicate, inconfortable, les militants syndicaux, les délégués, etc., pris en contradiction entre les pressions de la base et celles en sens opposé des directions syndicales. Deux lignes opposées s'affrontent ainsi dans le mouvement ouvrier, et le terrain le plus violent de cette lutte idéologique se trouve dans le cerveau et la conscience des délégués syndicaux et responsables à l'organisation à la base, partagés en une double fidélité devenue antagoniste.

Il serait très grave de notre part d'ignorer la lutte idéologique de plus en plus violente qui se produit à ce niveau, dans le tampon des contradictions internes de la lutte de classe. Il serait de notre part très maladroit de nier ce phénomène ou même de le sous-estimer, en rejetant à priori tous les appareils syndicaux, de haut en bas, dans le camp des directions fédérales et confédérales. C'est un problème qui trouvera sa solution au niveau de chaque militant, par chaque militant, en fonction des explications que nous saurons leur donner et par la pression des masses. Il ne faut donc pas pécher par sectarisme, et bien faire les distinctions cas par cas, militant par militant, avec la conviction qu'en fait 90 % d'entre eux sont trompés et peuvent être récupérés par le

vaste mouvement de masse. Les fanatiques bornés et serviles des directions ne sont en réalité qu'une faible minorité qu'il faudra isoler progressivement au cours du développement de la lutte des classes. Il nous faudra être très patients, donner inlassablement des explications. C'est un travail souvent difficile pour les premiers syndicalistes révolutionnaires qui ont été en butte avec l'injustice des directions syndicales, avec les procédés anti-démocratiques, avec les calomnies, les exclusions, etc. C'est un défaut qui se corrigera progressivement justement lorsque la prise de conscience de ces militants à gagner se développera.

En effet, des discussions très récentes avec certains de ces militants nous prouvent que nombreux sont ceux qui refusent de nous condamner (même si parfois ils ont levé la main contre nous dans un vote bureaucratique) et pensent de plus en plus que nous n'avons pas complètement tort. Ils estiment qu'il y a une grande part de juste dans tout ce que nous avançons dans nos critiques, contre les directions fédérales. Beaucoup pensent que « d'une manière ou d'une autre » l'unité future est inéluctable entre nous « comme avant », dans un avenir plus ou moins proche. Aussi, nos critiques parfois maladroites, la façon d'englober la totalité des directions syndicales avec tout l'appareil syndical, traumatise ces militants et en définitive fait le jeu des directions syndicales qui ont beau jeu alors de rallier toutes les troupes de l'appareil contre les prétendus « gauchistes ». Ces militants désirent fermement le retour à notre unité mais ignorent encore sur quelle base cela se fera. Cette imprécision traduit bien leur hésitation et le fait que rien n'est perdu auprès d'eux. Et notre défaut de sectarisme est également la preuve que nous avons nous-mêmes sous-estimé la valeur de notre argumentation, pensant seulement que celles-ci ne pouvaient prendre que sur les travailleurs de la base, inorganisés ou non. C'est finalement un encouragement pour nous-mêmes dont il nous faut absolument tenir compte, pour rectifier notre attitude.

La lutte de classe au niveau de ces militants et responsables de la base se développe à chaque phase nouvelle de la lutte, et se résout de plus en plus en notre faveur, notamment lorsque les directions fédérales et la C.G.T. tentent de leur imposer, comme cela vient d'être signalé, en différents endroits, encore, l'exclusion des militants responsables de la base. Il

s'agit toujours de militants à la C.G.T. depuis, 15, 20 ans ou même parfois plus, ayant la confiance totale de la base, en révolte contre la trahison de la lutte de classes, ayant assuré de très grandes responsabilités syndicales jusqu'au bout. Ils luttent au sein de la C.G.T., en dépit du terrorisme des directions syndicales usurpatrices, pour le maintien de la C.G.T. dans la ligne de son glorieux passé contre le capitalisme et la répression, glorieux passé dont ils ont été eux-mêmes les meilleurs artisans. Il est difficile de faire admettre, en effet, que ces militants, après des années de sacrifices obscurs soient passés spontanément dans les rangs « du gauchisme ». Ils ne sont pas des permanents ou des bureaucrates embourgeoisés. La calomnie ne peut donc prendre sur eux, et comme ils sont toujours en confrontation permanente avec la répression patronale, on ne peut les accuser de corruption ou de trahison. Ces camarades ne peuvent se résoudre à abandonner d'eux-mêmes une C.G.T. dont ils ont contribué pendant des années à maintenir le prestige aux yeux des masses. Leur lutte implacable comme Séguy, contraste avec l'attitude des plus jeunes syndiqués en désaccord avec la ligne imposée par les dirigeants, moins attachés par la pratique au passé de la C.G.T., et qu'ils quittent d'eux-mêmes tout simplement, en silence ou en claquant la porte. Ceux-ci écoeürés se retirent de la lutte, ou se reconvertissent dans d'autres syndicats comme la C.F.D.T., quand ce n'est pas dans des syndicats autonomes. Mais ces jeunes camarades gardent la volonté de se battre sur des positions de lutte de classes, même s'ils n'en ont pas toujours les conceptions très précises et très claires.

Tout ceci est le produit d'un bouillonnement prometteur qui ouvre de très grandes perspectives pour un développement des luttes à un niveau supérieur. C'est donc auprès de ces masses en ébullition ; notamment les jeunes, et des vieux militants de la C.G.T., aguerris dans une ancienne pratique de lutte de classe, mais encore momentanément trompés que nous devons faire sans sectarisme, les plus grands efforts de rapprochement, d'explications patientes, pour réaliser l'UNITÉ DE BASE, DANS L'ACTION, POUR L'ACTION, pour réaliser la lutte CLASSE contre CLASSE, contre le gouvernement des monopoles en général, le patronat en particulier, et pour détruire la ligne de collaboration de classes des directions syndicales.

CHAMBRE TYPOGRAPHIQUE - SYNDICAT DU LIVRE C. G. T.

Non à la cuisine révisionniste !

Les assemblées générales sont actuellement terminées, cette année encore nos bonzes syndicaux et révisionnistes ont réussi à faire admettre leurs positions de collaboration de classes avec le patronat, ce qui n'a pas toujours été très facile pour eux, mais ils ont encore des possibilités de manœuvres qui leur sont offertes par les agissements des militants révisionnistes qui ont actuellement comme seule position politique à l'intérieur de l'organisation syndicale l'attaque systématique des travailleurs qui font preuve de courage en exprimant leurs désaccords avec la position de la clique dirigeante de la C.G.T. face aux événements historiques de mai et juin.

Nous devons voir les choses en face et continuer à expliquer la véritable position que notre organisation syndicale devrait avoir face au patronat qui, maintenant, attaque les maigres avantages que nous avons réussi à arracher après trois semaines de grève ; nous devons rendre confiance à nos camarades de travail, les aider à prendre position, à ce qu'ils s'expriment.

Leur mécontentement dans les entreprises est profond, pour un bon nombre de camarades, ils ne comprennent pas que notre syndicat en soit arrivé là.

Nous devons revenir aussi sur un aspect de l'unité de nos bonzes, au sujet de l'attribution de l'indemnité de grève, nous nous sommes mis en grève dans les entreprises, dans l'unité, sans esprit de clocher ni de section, mais simplement pour faire aboutir nos revendications qui étaient justifiées, et que nous étions prêts à faire le maximum pour avoir satisfaction ; de leur côté, nos bonzes eux, faisaient leur cuisine de division en ne se mettant pas d'accord entre eux pour que nous recevions la même somme d'indemnité ; que nous soyons de la chambre typo, ou du syndicat général du livre, il est inadmissible que l'on nous divise à ce point.

De plus, il est débloqué par le syndicat du livre 60 millions pour construire deux étages supplémentaires, pour soit disant donner plus de place disponible.

La question que l'on peut se poser est : combien de permanents supplémentaires vont être mis à l'abri quand cette construction sera terminée ? Merci messieurs de penser à nous en créant une armée de fonctionnaires syndicaux, qui font carrière de gérants loyaux des intérêts du capital. Il est vrai qu'il faut choisir, ceux qui doivent discuter avec les patrons, faire attention que la discussion reste bien sur le terrain de la bonne entente avec le patronat, on ne sait jamais ? Si parfois, il arrive un coup dur et que l'on soit obligé de vider les lieux, il reste la possibilité de faire appel à la compréhension du patronat pour demander une place dans une de leurs entreprises.

Camarades, il est temps de voir les réalités en face, il est temps de créer les conditions nécessaires à notre combat victorieux, ils nous faut créer dans la mesure du possible, sans précipitation, en prenant les garanties nécessaires pour préserver les camarades face à la répression patronale, des comités d'atelier, de base ou d'action, selon les forces disponibles dans chaque entreprise, de discuter en commun les formes les plus efficaces, pour faire aboutir les revendications, défendre les conditions de travail.

Mobiliser nos camarades en leur donnant la parole, pour qu'ils prennent part au maximum au diverses formes d'actions à envisager.

Notre combat sera rude, si nous faisons un travail de masse, que nous recherchons dans tous les cas l'unité à la base et dans l'action, nous sommes sûrs de vaincre toutes les difficultés qui pourront surgir.

Un groupe de travailleurs.

Dans notre courrier...

UN EXEMPLE DES CONDITIONS DU TRAVAIL TEMPORAIRE

(à propos des négriers de "Salespower")

Je suis étudiant. N'étant pas bourgeois, je vis sur une certaine somme d'argent que m'allouent mes parents tous les mois. Nombreux sont les étudiants dans ma situation, et il n'est pas étonnant que ceux-ci cherchent du travail par tous les moyens ; les parents se lassant à la longue de nous nourrir, sans que l'on puisse leur garantir de « sortir des roseaux », et notamment de réussir aux examens — sélection, orientation arbitraire, etc.

Je fus donc appelé à répondre à une offre d'emploi proposée par une agence de travail temporaire, « Salespower ». Il s'agissait de distribuer des bons de réduction pour une marque de lessive au porte-à-porte. Comme salaire : le S.M.I.G. (3,15 F de l'heure) plus 4 F de panier à midi. Nous étions censés, mes collègues (étudiants eux aussi) et moi, travailler 8 heures par jour ; mais ceci, c'est la théorie : en fait, le patron nous gardait facilement une demi-heure de plus, et il faut ajouter aussi le temps de trajet entre le point de rendez-vous et le quartier à « arroser » (je ne compte pas le temps de trajet entre chez moi et le point de rendez-vous) ; ce qui fait facilement au moins 9 heures par jour, soit une heure non payée.

On connaît le rôle de négriers modernes que constituent les « Salespower », « Manpower », etc. ; leur utilité pour briser une grève, en engageant des chômeurs à la place des grévistes. On sait aussi leurs « avantages » sociaux : pas de sécurité sociale, pas de jours de repos ni de vacances payées, encore moins de retraite, etc.

On connaît peut-être moins leur rôle idéologique dans la société. Dans le

cas concret indiqué ici, notre chef d'équipe — un homme de confiance de Salespower, payé à ne rien foutre trois fois plus que nous, et dont le rôle principal était de nous espionner (sans compter les inspecteurs de la boîte qui nous suivaient incognito) — désirait, du moins nous disait-il, développer un climat d'estime et de confiance réciproque, se montrer « coulant ». On reconnaît là le paternalisme cher aux monopoles et de faire de grandes tirades pour nous expliquer que « lorsqu'on choisit (?) un travail, il faut le prendre à cœur, etc. ». Et ce n'est pas un hasard si « Salespower » a préféré des étudiants aux chômeurs ; il faut d'abord « faire les pieds » à un certain nombre de personnes qui, surtout depuis mai 1968, ont montrées quelques velléités d'indépendance ; il faut aussi dresser les intellectuels contre les travailleurs.

C'est là que l'on voit pleinement la politique des monopoles au pouvoir : il faut maintenir à tout prix le volant de chômage. Les étudiants constituent une main-d'œuvre docile et bon marché : les agences de travail temporaire, les usines, mêmes certaines particulières (gardes d'enfants) se chargeant de les utiliser. On fait ainsi coup double : une place prise par un étudiant est un poste de moins offert à un chômeur. Ainsi est préservé le volant de chômage et se perpétue le capitalisme.

MAIS BIENTOT, TOUS UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION, TRAVAILLEURS ET ÉTUDIANTS SE DRESSERONT CONTRE LE CAPITALISME ET L'ABOLIRONT A JAMAIS !

RAPPORT AU IX^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(Présenté le 1^{er} avril et adopté le 14 avril 1969)

Lin Piao



Camarades,

Le IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois est, dans l'histoire de notre Parti, un Congrès dont l'influence sera profonde et durable.

Notre Congrès se tient à un moment où la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, déclenchée et dirigée par le Président Mao en personne, a remporté de grandes victoires. Cette grande tempête révolutionnaire a détruit le quartier général de la bourgeoisie, ayant à sa tête Liou Chao-chi, ce renégat, agent de l'ennemi et

traître à la classe ouvrière; elle a dévoilé la poignée de renégats, d'agents secrets et de responsables obstinément engagés dans la voie capitaliste, qui s'étaient dissimulés au sein du Parti et dont Liou Chao-chi est le représentant achevé, et a brisé leurs complots de restauration du capitalisme; elle a renforcé considérablement la dictature du prolétariat dans notre pays, et consolidé énormément notre partie. Ce qui a préparé, sur les plans politique, idéologique et organisationnel, toutes les conditions requises pour la tenue du présent congrès.



1. - Les préliminaires de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne



La Grande Révolution Culturelle Proletarienne dans notre pays est une révolution prolétarienne authentique et de grande envergure.

Exposant en termes concis la nécessité de cette grande révolution, le président Mao a dit: « La Grande Révolution Culturelle prolétarienne en cours est tout à fait indispensable et on ne peut plus opportune pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme ». Si nous voulons bien pénétrer cette thèse scientifique du président Mao, il nous faut comprendre à fond sa doctrine sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

Le Président Mao a publié, en 1957, peu après la clôture de VIII^e Congrès du Parti, sa grande œuvre: **De la juste solution des contradictions au sein du peuple** dans laquelle, comme suite à son « Rapport à la deuxième session plénière du Comité central issu du VII^e Congrès du Parti communiste chinois », il traite, sous tous leurs aspects, des contradictions, des classes et de la lutte des classes dans les conditions de la dictature du prolétariat, formule de façon intégrale sa doctrine sur l'existence des deux types de contradictions de nature différente dans la société socialiste: contradictions entre l'ennemi et nous, et les contradictions au sein du peuple, ainsi que sa grande théorie sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Tel un phare qui brille de tout son éclat, cette grande œuvre illumine la voie de la révolution et de l'édification socialistes dans notre pays; elle a également jeté les bases théoriques de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne.

Pour comprendre de façon encore plus approfondie la grande contribution de portée historique que nous devons au président Mao, il est nécessaire de jeter un regard rétrospectif sur l'expérience historique du mouvement communiste international.

En 1852, Marx affirmait: « Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique.

Ce que je fis de nouveau ce fut: 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. » (Lettres choisies de Marx et d'Engels, p. 63 de l'édition chinoise.) La doctrine de Marx sur la dictature du prolétariat a établi une nette ligne de démarcation entre le socialisme scientifique d'une part, le socialisme utopique et le faux socialisme de toute nuance d'autre part. C'est pour cette doctrine et sa mise en pratique que Marx et Engels ont lutté toute leur vie.

Après la mort de Marx et d'Engels, les partis de la II^e Internationale trahirent presque tous le marxisme, à l'exception du Parti bolchévique dirigé par Lénine. C'est dans la lutte contre le révisionnisme de la II^e Internationale que Lénine continua, sauvegarda et développa



Des manifestations de joie éclatent partout en Chine à l'annonce de la tenue du Congrès

le marxisme. Cette lutte fut centrée sur la question de la dictature du prolétariat. Stigmatisant les anciens révisionnistes, Lénine fit remarquer à maintes reprises: « Quiconque reconnaît **uniquement** la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste », « Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la **dictature du prolétariat**. » (Œuvres complètes de Lénine, tome 25, p. 399 de l'édition chinoise.)

Lénine conduisit le prolétariat russe à la victoire dans la Grande Révolution socialiste d'Octobre et fonda le premier Etat socialiste. Se basant sur la grande pratique révolutionnaire qu'il avait acquise en dirigeant la dictature du prolétariat, Lénine décela le danger de la restauration du capitalisme et le caractère durable de la lutte des classes: « La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiters gardent inéluclablement l'espoir d'une restauration, **espoir** qui se transforme en tentatives de restauration. » (Œuvres complètes de Lénine, tome 28, p. 235 de l'édition chinoise.)

Lénine fit remarquer: « ...la résistance de la bourgeoisie est **décuplée** du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays), sa puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeois, mais encore dans la **force de l'habitude**, dans la force de la **petite production**. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production: or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à toute heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. » Lénine dit en conclusion: « Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable. » (Œuvres complètes de Lénine, tome 31, p. 6 de l'édition chinoise.)

Lénine fit encore ressortir qu'une « nouvelle bourgeoisie » était en train de « naître... parmi nos fonctionnaires soviétiques ». (Œuvres complètes de Lénine, tome 29, p. 162 de l'édition chinoise.)

Lénine souligna que le danger d'une restauration venait encore de l'encerclement capitaliste: les pays impérialistes « ne laisseront pas échapper la moindre occasion pour une intervention armée, comme ils le disent, c'est-à-dire pour étouffer le pouvoir des Soviets ». (Œuvres complètes de Lénine, tome 31, page 423 de l'édition chinoise.)

La clique des renégats révisionnistes soviétiques a complètement trahi ces brillants enseignements de

Note de la rédaction. — L'expression « pensée-mao-tsétoung » est la traduction par les camarades chinois de l'expression chinoise correspondante. Elle signifie « La pensée de Mao Tsé-toung », et si elle a été contractée en chinois c'est pour avoir l'équivalent de ce que « léninisme » est à Lénine ou « marxisme » à Marx. Quant à nous, nous garderons, dans le même esprit, l'expression « la pensée de Mao Tsé-toung » mieux comprise en français.



Lénine. De Krouchtchev à Brejnev et consorts, tous sont des responsables engagés dans la voie capitaliste, depuis longtemps dissimulés au sein du Parti communiste de l'Union soviétique. Une fois au pouvoir, ils ont immédiatement transformé l'espoir d'une restauration » nourri par la bourgeoisie en « tentatives de restauration » : ils ont usurpé la direction du parti de Lénine et de Staline et, en recourant à l'évolution pacifique, ont fait du premier Etat de dictature du prolétariat apparu dans le monde un ténébreux Etat fasciste de dictature bourgeoise.

Menant une lutte du tac au tac contre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, le président Mao a continué, sauvegardé et développé la théorie du marxisme-léninisme sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Le président Mao a dressé un bilan complet de l'expérience historique de la dictature du prolétariat, sous ses aspects tant positifs que négatifs, et, dans le but de prévenir la restauration du capitalisme, il a formulé sa théorie sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

Déjà en mars 1949, à la veille du passage de la révolution de démocratie nouvelle à la révolution socialiste en Chine, le président Mao, dans son rapport à la deuxième session plénière du Comité central issu du VII^e Congrès du Parti, a souligné en termes explicites qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat à l'échelle nationale la contradiction principale à l'intérieur du pays est « la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ». La lutte reste centrée sur le problème du pouvoir. Le président Mao a surtout attiré notre attention sur le fait que : « Après l'anéantissement des ennemis armés, il y aura encore des ennemis non armés ; ceux-ci ne manqueront pas de mener contre nous une lutte à mort ; nous ne devons jamais les sous-estimer. Si nous ne posons et ne comprenons pas maintenant le problème de cette façon, nous commettrons les plus graves erreurs. » Prévoyant qu'après l'établissement de la dictature du prolétariat la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie serait longue et complexe, le président Mao a assigné au Parti tout entier une tâche de combat, celle de poursuivre la lutte contre l'impérialisme, le Kuomintang et la bourgeoisie sur les plans politique, idéologique, économique, culturel et diplomatique.

Conformément à la résolution de la deuxième session plénière du Comité central issu du VII^e Congrès du Parti, et à la ligne générale du Parti pour la période de transition, définie par le président Mao, notre parti a mené un combat intense. En 1956, la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat, ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes, pour ce qui est de la propriété des moyens de production, était pratiquement achevée. Ce fut un moment crucial : la révolution socialiste pouvait-elle ou non poursuivre sa marche en avant ? Devant les outrances des révisionnistes dans le mouvement communiste international et les nouveaux développements de la lutte de classes dans notre pays, le président Mao a mis en garde tout le Parti, dans sa grande œuvre **De la juste solution des contradictions au sein du peuple** : « En Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée », « néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. » A l'opposé de l'assertion absurde avancée par Liou Chao-chi en 1956, selon laquelle « la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, est maintenant résolue en Chine », le président Mao a tout particulièrement fait remarquer : « ... la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue. » « La lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë. » C'est la première fois, dans la théorie et la pratique du mouvement communiste international, qu'il a été avancé de façon explicite que les classes et la lutte de classes existent encore après l'achèvement, pour l'essentiel, de la transformation socialiste pour ce qui est de la propriété des moyens de production, et que le prolétariat doit poursuivre la révolution.

Le quartier général du prolétariat dont le président Mao est le commandant en chef a conduit les larges masses dans la poursuite de la grande lutte, conformément à l'orientation indiquée par le président Mao. De la lutte contre les droitiers bourgeois en 1957 à la lutte menée au cours de la Réunion de Louchan en 1959 où fut démasquée la clique anti-parti de Peng Teh-houai, du grand débat sur la ligne générale du Parti pour l'édification socialiste à la lutte entre les deux lignes dans le mouvement d'éducation socialiste, les luttes étaient toutes centrées sur la question de la voie à suivre, celle du socialisme ou celle du capitalisme, sur la question du maintien de la dictature du prolétariat ou de la restauration de la dictature bourgeoise.

Chaque victoire de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, chaque victoire dans les grandes batailles déclenchées par le Parti contre la bourgeoisie n'a pu être remportée qu'à la suite des défaites infligées à la ligne révisionniste représentée par Liou Chao-chi, ligne de droite, ou ligne « de gauche » en apparence mais de droite en réalité.

Il est maintenant établi que, dès la période de la Première Guerre civile révolutionnaire, Liou Chao-chi a trahi, devenant un agent de l'ennemi et un traître à la classe ouvrière, qu'il est un valet de l'impérialisme, du révisionnisme moderne et de la réaction kuomintanienne, auteur de crimes innombrables, et qu'il est le représentant achevé des responsables engagés dans la voie capitaliste. Il a poursuivi une ligne politique visant à restaurer le capitalisme en Chine et à faire de celle-ci une colonie des impérialistes et des révisionnistes. Il avait en outre une ligne organisationnelle au service de sa ligne politique contre-révolutionnaire. Pendant de longues années, il a recruté capitulards et traîtres, et a collecté toute une bande de renégats, d'agents secrets, et de responsables engagés dans la voie capitaliste. Cachant leur passé politique de contre-révolutionnaires, Liou Chao-chi et les gens de sa clique se sont mutuellement couverts pour mener en commun leur sale entreprise ; ils se sont emparés de postes importants dans le Parti et l'Etat, et se sont assurés la direction d'un grand nombre d'organismes et d'unités à l'échelon central comme aux échelons locaux ; ainsi, ils se sont constitués en un quartier général bourgeois clandestin, opposé au quartier général du prolétariat ayant le président Mao comme commandant en chef. Agissant en collusion avec l'impérialisme, le révisionnisme moderne et la réaction kuomintanienne, ils ont mené une activité de sape que les impérialistes américains, les révisionnistes soviétiques et les réactionnaires des différents pays ne sont pas en mesure d'exercer.

En 1939, alors que, sous la direction du président Mao, la guerre de libération nationale et de résistance contre le Japon était en plein développement, Liou Chao-chi fit paraître son sinistre livre du « Perfectionnement individuel ». Dans son essence, c'est un désaveu de la dictature du prolétariat. Il ne souffle mot du renversement de l'impérialisme japonais, ni de la lutte contre les réactionnaires du Kuomintang, ni de la prise du pouvoir par les armes, ce principe fondamental du marxisme-léninisme ; en revanche, il demande aux membres du Parti communiste d'abandonner la grandiose pratique révolutionnaire pour se consacrer au « perfectionnement individuel » qui est de nature idéaliste ; il cherche en fait à transformer les communistes, par le « perfectionnement », en de vils capitulards, à genoux devant la dictature contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la réaction kuomintanienne.

Après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon, l'impérialisme américain arma les troupes contre-révolutionnaires de Tchiang Kaï-chek, qui se préparaient à lancer des attaques de grande envergure contre les régions libérées. C'est alors que Liou Chao-chi, allant au-devant des besoins des réactionnaires américano-tchiangkaïchistes, avança une ligne capitulationniste qui prétend que « la Chine est entrée dans une étape nouvelle, de paix et de démocratie » ; il prit le contre-pied de la ligne générale formulée par le président Mao : « mobiliser hardiment les masses, développer les forces du peuple pour que celles-ci, sous la direction de notre parti, puissent vaincre l'agresseur et bâtir une Chine nouvelle », et s'opposa au principe, également établi par le président Mao, qui consiste à

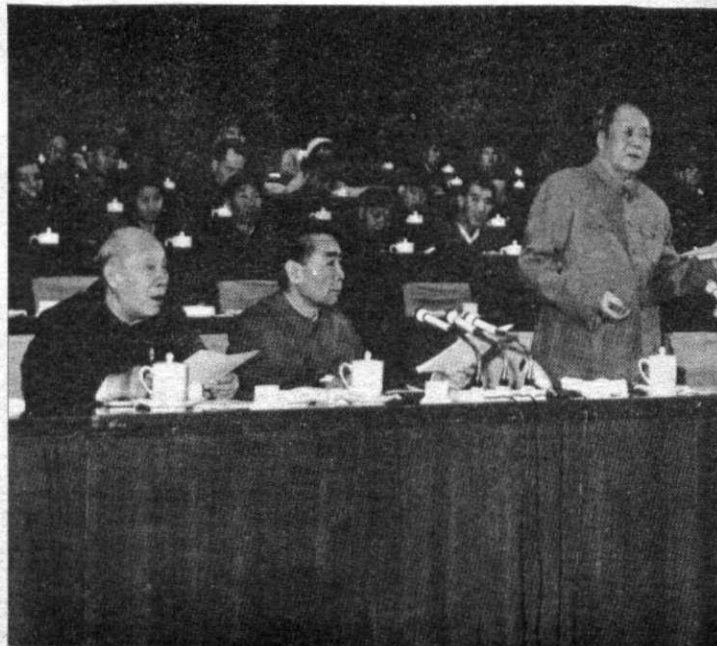
« riposter du tac au tac » et à « nous battre pour chaque pouce de terre » pour faire front aux attaques des réactionnaires américano-tchiangkaïchistes. Il prôna que « la principale forme de lutte de la révolution chinoise est passée à présent de la lutte armée à la lutte non armée, à la lutte parlementaire des masses » ; il cherchait à supprimer la direction exercée par notre parti sur l'armée du peuple et à « unifier », sous la bannière de « l'Armée nationale » de Tchiang Kaï-chek, la VIII^e Armée de Route et la Nouvelle IV^e Armée, dont est issue l'Armée populaire de Libération ; il préconisa en outre la démobilisation massive de notre armée des ouvriers et paysans dirigée par le Parti ; tout cela pour liquider radicalement l'armée du peuple, faire échouer la révolution chinoise, et offrir en cadeau au Kuomintang les fruits de la victoire conquise par le peuple chinois au prix de son sang.

En avril 1949, alors que l'Armée populaire de Libération de Chine se préparait à forcer le passage du Yangtsé et que la révolution chinoise de démocratie nouvelle était à la veille de sa victoire à l'échelle nationale, Liou Chao-chi se rendit à Tientsin pour se jeter dans les bras des capitalistes. S'opposant avec frénésie à la politique d'utilisation, de limitation et de transformation de l'industrie capitaliste privée, politique décidée par la deuxième session plénière du Comité central issu du VII^e Congrès du Parti, qui venait de se clôturer, il pérorait à outrance, affirmant : « Le capitalisme en Chine est encore dans sa jeunesse », il faut le « développer largement » et sans aucune restriction, « non seulement l'exploitation capitaliste n'est pas criminelle à l'heure actuelle, mais encore elle a du mérite » ; sans aucune pudeur, il chanta les louanges de la bourgeoisie, disant : « Plus elle exploite, plus elle a du mérite », et exalta bruyamment la théorie révisionniste des forces productives ; tout cela dans la vaine tentative d'aiguiller la Chine dans la voie capitaliste.

Bref, en de nombreuses et importantes conjonctures historiques, dans la révolution de démocratie nouvelle comme dans la révolution socialiste, Liou Chao-chi et sa clique se sont opposés avec frénésie à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, et se sont livrés à des complots de sabotage contre-révolutionnaires. Mais, puisqu'ils sont des contre-révolutionnaires, leurs complots ne peuvent manquer de se dévoiler. Après l'arrivée au pouvoir de Krouchtchev, et notamment lorsque les révisionnistes soviétiques déclenchèrent des campagnes antichinoises de grande envergure, en collaboration avec les impérialistes américains et les réactionnaires de l'Inde et d'autres pays, ils se montrèrent de plus en plus effrénés.

Le président Mao fut le premier à s'apercevoir du danger des complots contre-révolutionnaires de Liou Chao-chi et sa clique. Au cours de la conférence de travail du Comité central en janvier 1962, le président Mao fit une mise en garde contre l'apparition du révisionnisme. A la conférence de travail du Comité central en août 1962 à Peitaiho, et à la dixième session plénière du Comité central issu du VIII^e Congrès du Parti en septembre de la même année, le président Mao formula intégralement la ligne fondamentale de notre parti pour toute la période historique du socialisme. Il a dit : « La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste. Il faut saisir et résoudre correctement les problèmes concernant les contradictions de classes et la lutte des classes, distinguer, d'une part, les contradictions entre l'ennemi et nous, d'autre part, les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution. Sinon, un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire : il changera de nature et verra la restauration du capitalisme. Dès maintenant, nous devons parler de cette question, jour après jour, mois après mois, année après année, afin d'en avoir une compréhension suffisamment claire et de suivre une ligne marxiste-léniniste. » La ligne marxiste-léniniste définie par le président Mao est vitale pour notre parti.

Puis, en mai 1963, le président Mao présida à l'élaboration de la « Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur quelques problèmes que pose actuellement le travail dans les régions rurales (projet) » (soit la « Décision en dix points »), dans laquelle il définit la ligne, les principes et les mesures politiques du parti pour le mouvement d'éducation socialiste. Le





président Mao, à nouveau, mit en garde tout le Parti : si nous oublions l'existence des classes, la lutte des classes et la dictature du prolétariat, « alors il se passerait peu de temps, peut-être quelques années ou une décennie, tout au plus quelques décennies, avant qu'une restauration contre-révolutionnaire n'ait inévitablement lieu à l'échelle nationale, que le parti marxiste-léniniste ne devienne un parti révisionniste, un parti fasciste, et que toute la Chine ne change de couleur. Que les camarades veuillent bien réfléchir à tout le danger que comporte cette situation ! » Le président Mao faisait déjà ressortir plus clairement que jamais devant le Parti et le peuple tout entiers le danger de restauration capitaliste.

Toutes ces mises en garde et toutes ces luttes n'avaient pas modifié et ne pouvaient modifier tant soit peu la nature de classe réactionnaire de Liou Chao-chi et de sa clique. Au cours du grand mouvement d'éducation socialiste en 1964, Liou Chao-chi se porta sur le devant de la scène pour soumettre les masses à la répression et prendre sous sa protection les responsables engagés dans la voie capitaliste ; il attaqua ouvertement, en la qualifiant de « périmée », la méthode scientifique, marxiste, préconisée par le président Mao et qui consiste à mener des enquêtes et recherches sur les conditions sociales ; il eut le front de prétendre que tous ceux qui refusaient d'appliquer sa propre ligne « n'avaient plus qualité pour assumer des fonctions dirigeantes ». Liou Chao-chi et sa clique brûlaient d'impatience de restaurer le capitalisme. Vers la fin de 1964, le président Mao convoqua une conférence de travail du Comité central et présida à la rédaction du document intitulé « Certains problèmes que pose actuellement le mouvement d'éducation socialiste à la campagne » (soit le « Document en 23 points »), dans lequel il dénonça avec vigueur la ligne réactionnaire bourgeoise de Liou Chao-chi, ligne « de gauche » en apparence mais de droite en réalité, réfuta les divagations de celui-ci sur un « entrecroisement des contradictions au sein du Parti et des contradictions en dehors du Parti » et sur les « contradictions entre les quatre assainissements et les quatre non-assainissements », et énonça pour la première fois et de façon explicite la thèse selon laquelle « ce mouvement vise principalement les responsables du Parti qui se sont engagés dans la voie capitaliste ». Cette nouvelle conclusion dégagée par le président Mao de son bilan sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat en Chine et à l'étranger rectifia le cours du mouvement d'éducation socialiste, et indiqua l'orientation de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne qui devait avoir lieu sous peu.

A passer en revue toute cette période, on peut comprendre que la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne à laquelle participent les masses révolutionnaires, qui sont des centaines de millions d'hommes, n'est nul-

lement un fait du hasard. Elle est l'aboutissement inéluctable de la lutte, longue et aiguë, se déroulant entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes, en société socialiste. Elle est « une grande révolution politique que le prolétariat mène contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, la continuation de la longue lutte qui oppose le Parti communiste chinois, ainsi que les masses populaires révolutionnaires qu'il dirige, à la réaction kuomintanienne, la continuation de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ». Le prolétariat, les paysans pauvres et moyens-pauvres, l'Armée populaire de Libération, les cadres révolutionnaires et les intellectuels révolutionnaires de Chine, héroïques et décidés à suivre de près le président Mao, notre grand dirigeant, dans la voie du socialisme, ne pouvaient plus contenir leur colère face aux activités de restauration de Liou Chao-chi et de sa clique, une lutte de classes de grande envergure était ainsi devenue inévitable.

Lors d'un entretien en février 1967, le président Mao a indiqué à juste titre : « Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines et les milieux culturels, entrepris le mouvement d'éducation socialiste, sans parvenir pour autant à résoudre le problème, parce que nous n'avions pas trouvé une forme, une méthode permettant de mobiliser les larges masses ouvertement, dans tous les domaines, à partir de la base, pour qu'elles dénoncent notre côté sombre. » Aujourd'hui, nous avons trouvé cette forme, c'est la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. C'est seulement par la mobilisation des masses, qui sont des centaines de millions d'hommes, par une large et libre expression d'opinions, par les *dazibao* et les grands débats que les renégats, les agents secrets et les responsables engagés dans la voie capitaliste, qui s'étaient infiltrés dans le Parti, ont pu être démasqués, que leurs complots de restauration du capitalisme ont pu être écrasés. C'est précisément par une enquête faite avec le concours des larges masses que le passé contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi, ce renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière, a pu être définitivement établi. La décision prise par la douzième session plénière élargie du Comité central issu du VIII^e Congrès du Parti de destituer Liou Chao-chi de toutes ses fonctions au sein et en dehors du Parti et de l'exclure pour toujours du Parti, constitue une grande victoire des masses populaires, une grande victoire de centaines de millions d'hommes. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, déclenchée et dirigée par notre grand guide, le président Mao en personne, conformément à la doctrine sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, est dans le plein sens du terme « tout à fait indispensable et on ne peut plus opportune », elle constitue une grande et nouvelle contribution à la théorie et à la pratique du marxisme-léninisme.



2. - L'histoire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne



Cette Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est une grande révolution politique déclenchée et dirigée, dans les conditions de la dictature du prolétariat, par notre grand dirigeant, le président Mao en personne, une grande révolution menée dans le domaine de la superstructure. Notre but est d'écraser le révisionnisme, de reprendre à la bourgeoisie la partie du pouvoir qu'elle a usurpée, d'exercer une dictature du prolétariat intégrale dans le domaine de la superstructure, y compris tous les secteurs de la culture, de consolider et de renforcer la base économique du socialisme, et de garantir ainsi que notre pays continuera d'avancer à pas de géant dans la voie du socialisme.

Dès 1962, lors de la dixième session plénière du Comité central issu du VIII^e Congrès du Parti, le président Mao soulignait : « Pour renverser un pouvoir politique, on commence toujours par préparer l'opinion publique

et par faire un travail idéologique. Ce qui est vrai aussi bien pour une classe révolutionnaire que pour une classe contre-révolutionnaire. » Ces paroles du président Mao frappèrent au point vulnérable la clique révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi. Si celle-ci s'attachait tant à l'idéologie et à la superstructure, si elle exerçait avec frénésie, dans les divers départements qu'elle contrôlait, une dictature contre-révolutionnaire sur le prolétariat, tout en laissant le champ libre aux herbes vénéneuses, c'était dans un seul but : préparer l'opinion publique à un renversement de la dictature du prolétariat. Pour abattre cette clique sur le plan politique, nous devons, de notre côté, commencer par briser l'opinion publique contre-révolutionnaire créée par elle, en recourant à une opinion publique révolutionnaire.

Le président Mao a toujours prêté une grande attention à la lutte idéologique. Depuis la Libération, il a lancé plusieurs campagnes de critiques, notamment contre le film *la Vie de Wou Hsiun*, la clique contre-révolutionnaire de Hou Feng, et les *Recherches sur le Rêve du Pavillon rouge*. Cette fois-ci, c'est encore le président Mao qui a dirigé tout le Parti dans l'attaque des positions de la bourgeoisie, tenues par Liou Chao-chi et sa clique. Le président Mao, dans son célèbre essai : « D'où viennent les idées justes ? » et dans d'autres documents qu'il a rédigés, stigmatise l'idéalisme bourgeois et la métaphysique bourgeoise de Liou Chao-chi et critique les départements littéraires et artistiques contrôlés par celui-ci, les accusant d'être « encore dominés à ce jour par des personnages des temps révolus » ; il critique le Ministère de la Culture qui « s'il ne change pas devrait être rebaptisé ministère des empereurs et hauts dignitaires, ministère des damoiseaux et damoiselles ou encore ministère des personnages étrangers des temps révolus ». Quant au Ministère de la Santé publique, il devrait aussi changer de nom et s'appeler « ministère pour les seigneurs de la ville ». A l'appel au combat lancé par le président Mao, le prolétariat répondit en déclarant tout d'abord la révolution dans l'opéra de Pékin, le ballet et la musique symphonique, ces secteurs considérés comme sacrés et inviolables par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Ce fut un rude combat, un corps à corps. En dépit de tous les efforts déployés par Liou Chao-chi et sa clique dans leur résistance et leurs activités de sabotage, le prolétariat, après des luttes ardues, finit par remporter d'importants succès. Une série de brillantes pièces modèles révolutionnaires ont vu le jour. L'image héroïque des ouvriers, paysans et soldats a fini par s'imposer sur scène. Puis, le président Mao déclencha la critique contre des herbes vénéneuses de taille telles que la *Destitution de Hai Jouei*. Le fer de lance visait directement un repaire de la clique révisionniste, « ce « royaume indépendant » étanche et sans faille, contrôlé par Liou Chao-chi, qu'était l'ancien comité du Parti de la municipalité de Pékin.

La « Circulaire » du 16 mai 1966, rédigée sous la direction personnelle du président Mao, définit la théorie, la ligne, l'orientation et les principes politiques relatifs à la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, elle constitue le programme grandiose de l'ensemble du mouvement. La « Circulaire » critique à fond « Le Plan du compte rendu de février » que le quartier général bourgeois de Liou Chao-chi a avancé pour réprimer cette grande révolution, elle appelle le Parti et le peuple tout entiers à diriger le fer de lance de la lutte contre les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti et en particulier à veiller à démasquer « les individus du genre Khrouchtchev » qui « se trouvent à présent au milieu de nous ». C'était là le grand ordre de mobilisation lancé au peuple tout entier pour le déclenchement de la grande révolution politique. Le Groupe du Comité central du Parti chargé de la Révolution Culturelle, établi en vertu de la décision que contient cette « Circulaire », a appliqué avec fermeté la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao.

Guidées par la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, les larges masses révolutionnaires se jetèrent dans la lutte. A l'Université de Pékin, on écrivit un *dazibao* en réponse à l'appel du Comité central du Parti ; des *dazibao* critiquant les idées réactionnaires bourgeoises couvrirent rapidement tout le pays. Par la suite, des groupes de gardes rouges se formèrent en grand nombre ; de jeunes révolutionnaires se muèrent en fougues pionniers. Prise de panique, la clique de Liou Chao-chi sortit à la hâte une ligne réactionnaire bourgeoise et réprima impitoyablement le mouvement révolutionnaire des jeunes et des étudiants. Mais cela ne prolongea guère son agonie. Le président Mao convoqua et présida la onzième session plénière du Comité central issu du VIII^e Congrès du Parti. Celle-ci adopta le document-programme qu'est la « Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne » (« Décision en 16 points »). Le président Mao écrivit son *dazibao* « Feu sur le quartier général » et dévoila ainsi le quartier général bourgeois de Liou Chao-chi. Dans une lettre aux gardes rouges, le président Mao souligna : Les actions révolutionnaires des gardes rouges « sont une expression de colère et de blâme à l'égard de la classe des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, des impérialistes, des révisionnistes et de leurs laquais, exploiters et oppresseurs des ouvriers, paysans, intellectuels révolutionnaires, partis et groupements révolutionnaires, et prouvent qu'on a raison de se révolter contre les réactionnaires. Je vous exprime mon soutien chaleureux. » Plus tard, le président Mao reçut à huit reprises à la Porte Tien-an-men, dans la capitale, un total de 13 millions de gardes rouges et d'autres révolutionnaires, venus des diverses régions du pays, encourageant le peuple tout entier dans son ardeur révolutionnaire au combat. Le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans ainsi que le mouvement des cadres révolutionnaires dans les organismes se développaient rapidement. Les *dazibao* se firent plus nombreux que jamais, telles des flammes ardentes embrasant toute la plaine, tel un feu roulant à dix mille canons ; le mot d'ordre : « On a raison de se révolter contre les réactionnaires » retentit dans tout le pays. Ainsi se déploya impétueusement le combat de centaines de millions d'hommes montant à l'assaut du quartier général bourgeois de Liou Chao-chi.

Aucune classe réactionnaire ne se retire de plein gré de la scène de l'histoire. Comme la révolution touchait



à la partie du pouvoir usurpée par la bourgeoisie, la lutte de classe gagna encore en intensité. Après la chute de Liou Chao-chi, sa clique révisionniste et ses agents dans les diverses régions du pays, en vue de continuer à attaquer le grand nombre pour protéger la petite poignée qu'ils étaient, changeaient constamment de tactiques et lançaient des mots d'ordre « de gauche » en apparence mais de droite en réalité, tels que : il faut « se méfier de tout » et « tout abattre ». De plus, ils semèrent la division parmi les masses révolutionnaires, manipulèrent et trompèrent une partie d'entre elles afin de s'en faire un bouclier. Ces manœuvres ayant été déjouées par les révolutionnaires prolétaires, ils revinrent frénétiquement à la charge; ce fut le contre-courant apparut entre l'hiver 1966 et le printemps 1967.

Ce contre-courant visait le quartier général du prolétariat dont le président Mao est le commandant en chef. Son programme général se ramenait à ceci : abolir les résolutions adoptées à la onzième session plénière du Comité central issu du VIII^e Congrès du Parti, réhabiliter le quartier général bourgeois, déjà renversé, ayant à sa tête Liou Chao-chi, réhabiliter la ligne réactionnaire bourgeoise déjà discréditée par la critique des larges masses et soumettre le mouvement révolutionnaire de masse à la répression et à des représailles. Mais ce contre-courant fut sévèrement critiqué par le président Mao et contrecarré par les larges masses révolutionnaires; il ne put freiner l'impétuosité du courant principal que constituait le mouvement révolutionnaire de masse.

Le mouvement révolutionnaire connu des vicissitudes, des flux et des reflux, ce qui permit aux larges masses de mieux comprendre toute l'importance que revêt le pouvoir : si Liou Chao-chi et sa clique avaient pu commettre leurs méfaits, c'était essentiellement parce qu'ils avaient usurpé les pouvoirs du prolétariat dans de nombreuses unités et régions; si les masses révolutionnaires avaient connu la répression, c'était essentiellement parce que, dans ces endroits, les pouvoirs n'étaient pas aux mains du prolétariat. Dans certaines unités, la propriété socialiste n'était que de forme, alors qu'en réalité la direction avait été usurpée par une poignée de renégats, d'agents secrets et de responsables engagés dans la voie capitaliste, ou même demeurait encore aux mains des anciens patrons capitalistes. En particulier, au moment où les responsables engagés dans la voie capitaliste soulevèrent le vent sinistre de l'économisme, contre-révolutionnaire et criminel, à la suite de l'échec de leur complot visant à entraver la révolution sous prétexte de « veiller à la production », les larges masses en vinrent à comprendre mieux que jamais qu'elles ne pourraient vaincre définitivement les responsables engagés dans la voie capitaliste qu'en leur arrachant les pouvoirs qu'ils avaient usurpés. Sous la direction et avec le soutien du président Mao et du quartier général du prolétariat dont il est le commandant en chef, la classe ouvrière de Changhaï, riche de traditions révolutionnaires, se dressa avec audace et, en s'unissant avec les larges masses révolutionnaires et les cadres révolutionnaires, d'en bas, arracha le pouvoir, en janvier 1967, aux responsables engagés dans la voie capitaliste au sein des anciens comité du Parti et comité populaire de la municipalité.

Le président Mao synthétisa aussitôt l'expérience acquise dans la tempête de la révolution de janvier à Changhaï et lança à tout le pays l'appel suivant : « Révolutionnaires prolétaires, unissez-vous pour arracher le pouvoir à la poignée de responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste ! » Puis, le président Mao donna une nouvelle directive : « L'Armée populaire de Libération doit soutenir les larges masses de la gauche. » Faisant ensuite le bilan de l'expérience de la province du Heilongkiang et d'un certain nombre d'autres provinces et municipalités, le président Mao définissait les principes et les mesures politiques en vue de l'établissement des comités révolutionnaires de triple union révolutionnaire, composés de représentants des cadres révolutionnaires, de l'Armée populaire de Libération et des masses révolutionnaires, et donna ainsi une impulsion à la lutte pour la prise du pouvoir dans tout le pays.

La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour la prise et la reprise du pouvoir est une lutte à mort. Entre la tempête de la révolution de janvier 1967 à Changhaï et l'établissement des comités révolutionnaires du Tibet et du Sinkiang en septembre 1968, un an et neuf mois s'écoulèrent, qui virent se succéder une série d'épreuves de forces sur le plan politique entre les deux classes et les deux lignes, et une lutte acharnée entre les idées prolétaires et les idées non prolétaires; ainsi apparut une situation extrêmement complexe. Tout comme le souligna le président Mao : « Dans le passé, nous avons livré une bataille au nord comme au sud. Cette guerre-là était facile. Car l'ennemi était apparent. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en cours est beaucoup plus difficile. » La question, c'est que les cas qui relèvent d'erreurs idéologiques et ceux qui relèvent de contradictions entre l'ennemi et nous se trouvent confondus et que, pendant un temps, on ne parvient pas à y voir clair. » Mais, grâce à la direction clairvoyante du président Mao, nous finîmes par surmonter les difficultés. En été 1967, lors de sa tournée d'inspection au sud et au nord du Yangtsé, le président Mao donna des directives de la plus haute importance; celles-ci amenèrent les larges masses révolutionnaires à distinguer progressivement les contradictions entre l'ennemi et nous des contradictions au sein du peuple, ce qui permit de promouvoir la grande alliance et la triple union révolutionnaires; ces directives orientèrent ceux qui nourrissaient des idées petites-bourgeoises dans la voie de la révolution prolétarienne. Ainsi, cette lutte sema le désordre chez l'ennemi seulement, alors que les larges masses en sortirent aguerries.

Les renégats et agents secrets, les propriétaires fonciers, paysans riches, contre-révolutionnaires, mauvais éléments, et droitières qui refusent de s'amender, les contre-révolutionnaires agissants ainsi que les arrivistes et individus à double face de la bourgeoisie, cette poignée de gens qui se dissimulent parmi les masses, ne se révèlent pas tant qu'il n'y a pas le climat voulu. Au cours de l'été 1967 et du printemps 1968, ils déclenchèrent à nouveau un sinistre courant réactionnaire de

réhabilitation, de droite et d'extrême « gauche ». Ils visaient le quartier général du prolétariat dont le président Mao est le commandant en chef, ainsi que l'Armée populaire de Libération et les comités révolutionnaires nouvellement établis; par ailleurs, ils dressèrent une partie des masses contre une autre, organisèrent des

groupes de conspirateurs contre-révolutionnaires pour tenter de reprendre le pouvoir au prolétariat. Cependant, cette poignée d'individus furent finalement démasqués tout comme leur chef de file, Liou Chao-chi. C'est là une importante victoire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

3. - Mener consciemment à bien la lutte-critique-réforme

De même que dans toute autre révolution, la question fondamentale pour cette grande révolution menée dans le domaine de la superstructure est celle du pouvoir, celle de savoir quelle est la classe qui détient le pouvoir. L'établissement des comités révolutionnaires dans toutes les provinces, municipalités relevant directement de l'autorité centrale et régions autonomes (à l'exception de la province de Taïwan) marque la victoire grandiose et décisive de cette révolution. Mais la révolution n'est pas terminée. Le prolétariat doit continuer sa marche en avant, « mener consciemment à bien la lutte-critique-réforme » et poursuivre jusqu'au bout la révolution socialiste dans le domaine de la superstructure.

Le président Mao a dit : « Fonder un comité révolutionnaire de triple union, mener la grande critique, assainir nos rangs de classe, consolider les organisations du Parti, simplifier les structures administratives, réformer les règlements dans ce qu'ils ont d'irrationnel et envoyer le personnel administratif et technique travailler à la base, telles sont en général les étapes de la lutte-critique-réforme dans les usines. » Nous devons suivre la directive du président Mao et accomplir ces tâches en profondeur et avec minutie, réellement et de manière rationnelle, dans chaque usine, chaque école, chaque commune populaire et chaque unité.

Mille et une tâche incombent au comité révolutionnaire, mais il lui faut prendre fermement en main ce qui est fondamental : donner la primauté à l'étude et à l'application vivantes de la pensée-maotséoung, mettre la pensée-maotséoung au poste de commandement dans tout travail. Depuis des dizaines d'années, la pensée-maotséoung ne cesse de guider le Parti et le peuple tout entier dans la voie de la révolution. Or, les directives du président Mao ayant été interceptées par Liou Chao-chi et sa clique, ces révisionnistes contre-révolutionnaires, la voix du président Mao ne pouvait guère parvenir aux masses révolutionnaires. La tem-

sionisme, les idées erronées de toute nuance, qu'elles soient de droite ou d'extrême « gauche », qui vont à l'encontre de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, critiquer l'individualisme bourgeois et le « polycentrisme, ou assemblée de tout centre. Nous devons continuer à stigmatiser et à condamner la philosophie compradore de servilité devant l'étranger, et la thèse préconisant de se traîner derrière les autres, telles qu'elles sont incarnées par Liou Chao-chi, ce renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière; nous implanterons encore plus solidement chez les cadres et les masses ce principe formulé par le président Mao : « indépendance et autonomie » et « compter sur ses propres forces », afin de progresser suivant l'orientation indiquée par le président Mao.

Le président Mao a souligné : « Le comité révolutionnaire doit exercer une direction unique, en finir avec les structures administratives superposées, avoir un personnel réduit mais meilleur, et une administration simplifiée, et se constituer en une équipe dirigeante révolutionnaire, lié aux masses. » C'est là un principe fondamental qui permet à la superstructure de mieux se mettre au service de l'infrastructure économique socialiste. Les structures administratives superposées, coupées des masses, une scolastique qui réprime et étouffe l'enthousiasme révolutionnaire de celles-ci, la recherche du décorum et l'attachement au formalisme, style propre à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers, sont autant de choses qui sapent l'infrastructure économique socialiste et favorisent le capitalisme au détriment du socialisme. Les organes du pouvoir d'Etat aux différents échelons et les autres organisations doivent, conformément aux directives du président Mao, se lier étroitement aux masses, et en premier lieu aux masses fondamentales moyens-pauvres. Les cadres, qu'ils soient anciens ou nouveaux, doivent constamment balayer la poussière de la bureaucratie et ne pas se laisser gagner par le mau-



Délégués arrivants dans la salle du Congrès

pète de cette grande révolution a détruit les « palais des rois de l'enfer » de toutes dimensions, et la pensée-maotséoung a pu être portée directement à la connaissance des masses révolutionnaires. Il s'agit là d'une grande victoire. Le résultat le plus remarquable de cette Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est d'avoir propagé sur une telle échelle la pensée-maotséoung dans un grand pays de 700 millions d'habitants. Au cours de cette révolution, des centaines de millions d'hommes portent sur eux le recueil des Citations du président Mao Tsé-toung, les étudient et les appliquent consciemment; une nouvelle directive paraît-elle, aussitôt ils la propagent et passent à l'action. C'est là un style infiniment précieux qu'il faut maintenir et pratiquer avec persévérance. Il faut développer en profondeur le mouvement de masse pour l'étude et l'application vivantes de la pensée-maotséoung, continuer à bien organiser les divers types de stages d'étude de la pensée-maotséoung, et à la lumière de la « Directive du 7 mai » 1966 du président Mao, faire réellement de tout notre pays une grande école de la pensée-maotséoung.

Tous les camarades révolutionnaires doivent se rendre clairement compte que la lutte de classes ne saurait cesser dans les domaines idéologique et politique. Le fait que nous avons pris le pouvoir ne signifie nullement l'extinction de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Nous devons continuer à porter haut le drapeau de la grande critique révolutionnaire et, avec la pensée-maotséoung, critiquer la bourgeoisie, le révi-

vais style de « se comporter en grands seigneurs ». Ils continueront à mener la révolution avec économie, à gérer toutes les entreprises socialistes avec diligence et économie, à combattre les prodigalités et le gaspillage, et demeureront vigilants pour ne pas succomber sous les balles enrobées de sucre de la bourgeoisie. Ils s'en tiendront au système de la participation des cadres au travail collectif de production et se soucieront des conditions de vie des masses populaires. Ils doivent, suivant les enseignements du Président Mao, procéder personnellement à des enquêtes et recherches, « disséquer un ou plusieurs moineaux » et faire régulièrement le bilan de l'expérience acquise. Ils doivent constamment pratiquer la critique et l'autocritique et, conformément aux cinq conditions définies par le Président Mao pour être des continuateurs de la cause révolutionnaire, « lutter contre l'égoïsme et critiquer le révisionnisme », et transformer consciemment leur conception du monde.

Nous publierons les semaines prochaines la fin des Chapitres 3 et les Chapitres suivants qui ont pour titres : IV. — Les principes politiques de la Grande Révolution

Culturelle Prolétarienne.
V. — La victoire finale de la révolution dans notre pays.
VI. — La consolidation et l'édification du Parti.
VII. — Les relations de la Chine avec les pays étrangers.
VIII. — Que tout le Parti s'unisse, que tout le peuple s'unisse pour remporter de plus grandes victoires.

LUTTE ARMÉE EN COLOMBIE

MORT AU COMBAT DU CAMARADE PEDRO VASQUEZ

Secrétaire Politique du Parti Communiste (M.-L.)
de Colombie

C'est avec une profonde douleur mais dans l'esprit révolutionnaire le plus résolu que le Parti communiste de Colombie (M.L.) communique à tous ses militants, au prolétariat, au peuple de Colombie et aux partis et peuples frères, que notre cher et inoubliable camarade Pedro Hernando Vasquez Rendon, Secrétaire politique du Parti et Commissaire politique de l'Armée populaire de libération (E.P.L.) est mort au combat contre les forces du gouvernement ultra-criminel de l'oligarchie ospinolleriste et de l'impérialisme nord-américain.

Trempe dans la lutte sous la sage direction de notre cher camarade Pedro Vasquez, le Parti continuera à prendre la tête de la révolution et dirigera comme jusqu'à présent avec ses meilleurs hommes la guerre du peuple, conscient que celle-ci est la meilleure manière d'honorer la mémoire sacrée de son éminent dirigeant, de réaliser sa pensée et de venger son sang qui rend encore plus rouges ses drapeaux.

Le camarade Pedro Vasquez a noblement accompli la tâche la plus haute de tous les marxistes-léninistes : servir entièrement et totalement le peuple. Par là il a immortalisé son nom et le nom du Parti communiste de Colombie (M.L.).

Profondément imprégné de l'esprit de servir le peuple sans se préoccuper le moins du monde de lui-même, le camarade Pedro Vasquez a pleinement rempli le plus haut idéal des marxistes-léninistes : vivre pour le peuple et mourir pour le peuple.

GLOIRE AU CAMARADE PEDRO VASQUEZ !
Marxiste-léniniste le plus clairvoyant qui soit tombé dans notre pays et en Amérique, pour la cause de la libération, il devient la plus pure et la plus haute bannière de la révolution colombienne. Avec lui, son œuvre ne meurt pas : notre Parti, notre Armée populaire de libération et le Front patriotique de libération continueront à aller de l'avant en remportant des victoires quotidiennes sur l'impérialisme nord-américain, sur l'oligarchie colombienne et sur le révisionnisme moderne.

L'entréide combat et la lutte révolutionnaire résolu de notre Parti, de notre Armée populaire de libération et du Front patriotique de libération, sont les meilleurs témoignages de la grandeur de notre cher dirigeant et les meilleurs garants de sa gloire impérissable. Il fut un grand ennemi des ennemis du peuple et le plus proche et cher fils, frère et dirigeant des ouvriers, des paysans, du peuple colombien et de tous les véritables révolutionnaires de notre pays.

Simple et modeste, totalement étranger à son prestige personnel, pendant la plus grande partie de sa vie il cacha son nom derrière des pseudonymes afin de tromper l'ennemi.

Combien vaine et absurde est la peur de l'ennemi qui croit que les idées révolutionnaires peuvent être tuées à coups de fusil !

Combien bas et méprisable est l'acharnement des traîtres et des opportunistes qui se sont escrimés à calomnier afin de tenter de le discréditer et d'attaquer notre cause !

Combien lamentable et triste, la position des hésitants qui accordant quelque crédit à ceux qui dénigrent le Parti et le camarade Pedro Vasquez « attendaient pour voir » ce qui arriverait !

Le mort de notre grand compagnon d'armes, qui le consacre pour toujours comme le grand, l'honnête, le ferme, le clairvoyant et le dirigeant sûr de la révolution colombienne, surprend les détracteurs et les ennemis de notre Parti qui le calomniaient ou faisaient écho aux calomnies.

Qui peut douter à l'heure actuelle de lui ou de quelque autre dirigeant de notre Parti qui ont montré, en combattant jusqu'à leur dernier souffle, jusqu'à la dernière goutte de sang, leur héroïque lignée, leur esprit marxiste-léniniste, leur dévouement à notre Parti combattant, leur don total et sans réserve à la cause du peuple ?

La réponse de notre Parti ne peut être ni ne sera autre que poursuivre avec une vigueur redoublée la lutte contre tous les ennemis du peuple. Nous continuerons à lutter de la même manière et avec la même intrépidité que celle du camarade Pedro Vasquez, jusqu'à la victoire, quels que soient les attaques et les obstacles qui s'interposent, quels que soient les difficultés, les pertes et les sacrifices.

Le plus grand titre du camarade Pedro Vasquez est celui d'avoir été membre du Parti communiste de Colombie (M.L.), un marxiste-léniniste conséquent, un fidèle disciple du président Mao, un homme du prolétariat et de son peuple, qui a assumé les plus hautes responsabilités à une étape cruciale de la vie colombienne, et a contribué par son œuvre et par son dévouement total à la cause du peuple au nécessaire combat contre l'opportunisme révisionniste et à orienter de manière décisive la révolution colombienne.

Pour cela sa mémoire vivra éternellement dans le cœur du peuple et éclairera les marxistes-léninistes et tous les véritables révolutionnaires dans leur combat.

L'ennemi n'a jamais dissimulé sa haine contre lui. Les opportunistes non plus. Maintenant ont échoué pour toujours les tentatives de ses détracteurs ; personne ne pourra essayer de nouveau de souiller son nom et sa mémoire dont les masses se sont emparées comme preuve que notre Parti, lui, défend entièrement, totalement et jusqu'à la dernière goutte de sang la cause du prolétariat, de la paysannerie, des soldats, des étudiants et intellectuels révolutionnaires et de tous les véritables patriotes.

Le camarade Pedro Vasquez est grand parmi les grands héros de la révolution colombienne. Son optimisme révolutionnaire inspire le peuple, nous



Combattants de l'Armée populaire de Libération (E.P.L.) de Colombie.

remplit d'enthousiasme, insuffle dynamisme à notre Parti avec confiance dans la victoire, amour infini au peuple et haine mortelle à ses ennemis. Notre Parti continuera toujours son exemple de combattre battre sans faiblesse, avec une résolution entière, sans nous préoccuper de la chance personnelle que nous offre le combat.

Le sang du camarade Pedro Vasquez et celui des autres camarades inoubliables comme Francisco Garnica, Ricardo Torres, Carlos Alberto Morales, Bernardo Ferreira, Heliodoro Pereira, Mario Hernandez, Artemo Quintero, Antonio Trilleras, Segundo de Hoyos ; et celui des autres héros révolutionnaires du peuple comme Camillo Torres Restrepo, Federico Arango, Antonio Larrota, Gladys Pineda, Leonel Brand, et beaucoup d'autres, est le prix de la liberté, de la révolution qui avance, de l'inévitable victoire populaire.

BILAN DU CONGRES DU S. N. E. S.

Nous publions cette semaine seulement cet article attendu par beaucoup de militants : le premier original de ce texte nous aurait été envoyé il y a trois semaines, mais ne nous est jamais parvenu. Nous profitons donc de cet incident pour demander à nos correspondants H.R. de garder le double de leurs articles envoyés, en cas d'autres « pertes » bizarres de ce type.

Le Congrès du Syndicat National des enseignements de second degré (S.N.E.S.) classique, moderne et technique, affiliée à la Fédération de l'Education Nationale s'est tenu à Paris du 29 mars au 1^{er} avril.

Il s'agit du premier congrès du syndical qui, suivant les nouveaux statuts votés en 1967, se réunit tous les deux ans. C'est en 1967 que la tendance « Unité et Action » révisionniste avait conquis la majorité et la direction.

Le vote du rapport d'activité est un succès révisionniste ou plutôt un succès des modérés

Voici d'ailleurs le détail du vote.
Nombre d'adhérents, en progression grâce à l'afflux de jeunes professeurs : 63 166 ; nombre de votants : 39 528 ; pour : 25 449 (65 %) ; contre : 7 864 (19 %) ; abstentions : 5 975 (16 %).

Mais pourquoi la tendance révisionniste a obtenu cette confortable majorité de 65 % ?

Tout d'abord, il faut remarquer que la proportion des votants est peu importante : 63 % des inscrits et, à Paris, 57 % seulement. Il y a donc 37 % des adhérents qui n'ont pas voté dans les sections locales et 43 % à Paris.

Ensuite, il faut remarquer que bon nombre d'adhérents modérés ont voté pour la direction syndicale à la suite des récents avantages acquis : postes nouveaux, premières améliorations pour les effectifs de classes et la liquidation de l'auxiliaire. Or ces avantages ne sont pas à l'actif de la majorité révisionniste, qui préconisait les grèves de 24 heures, que nous faisons en vain et le plus souvent par discipline syndicale, mais bien arrachée par les puissantes luttes de mai-juin 1968.

La troisième remarque est, à nos yeux, plus grave. Si la direction autonome a demandé à ses adhérents de voter contre le rapport d'activité, beaucoup d'entre eux ont préféré voter pour la majorité révisionniste. En effet, la tendance « Unité et Action » révisionniste, ayant abandonné toute combativité et tout esprit révolutionnaire n'effraye plus les modérés et anti-communistes que sont les autonomes. Ils s'en accommodent fort bien !

En réalité, les 65 % favorables à la majorité représentent donc les révisionnistes auxquels se sont joints les sociaux-démocrates, satisfaits des dirigeants révisionnistes qui mettent en pratique la ligne réformatrice qu'ils ont toujours préconisée.

Ce Congrès nous a permis de constater l'éclatement des tendances

Il existe d'abord la tendance « Unité et Action » majoritaire et révisionniste dont nous venons de parler.

Il y a ensuite la tendance autonome qui a perdu beaucoup de ses adhérents. Les plus réactionnaires ont quitté le S.N.E.S. pour rejoindre le S.N.A.L.C. affilié à la confédération des cadres.

D'autres enseignants sont à la tendance de l'Ecole émancipée. Mais celle-ci a éclaté en deux courants. Celui du Front unique ouvrier, qui correspond à une tendance trotskyste, estime nécessaire de lutter contre la « sélection » et le « démantèlement du second degré ». L'autre, plus divers, met l'accent sur une action plus radicale. Tous les deux courants sont contre « la participation ».

Le camarade Pedro Vasquez n'est pas mort : il vit dans nos cœurs, dans nos esprits et dans l'âme du peuple !

Le camarade Pedro Vasquez n'est pas mort : il vit dans les organisations révolutionnaires de notre Parti, de l'Armée populaire de libération et du Front patriotique de libération, comme le drapeau sacré que nous défendrons avec nos vies, que nous rendrons plus rouges avec notre sang et que nous honorerons avec la construction de la République populaire de Colombie et avec le progrès ultérieur vers le socialisme et le communisme.

Le camarade Pedro Vasquez n'est pas mort : son esprit créateur incarne notre idéologie révolutionnaire !

Pour sa mémoire sacrée, pour le peuple, pour le marxisme-léninisme, nous jurons de mener jusqu'au bout la lutte que nous eûmes l'honneur de commencer avec lui, et parcourir victorieusement le chemin qu'il nous indiqua par sa pensée, par sa vie héroïque et par sa mort glorieuse !

La mort du camarade Pedro Vasquez pèse plus lourd que la Cordillère des Andes.

GLOIRE AU CAMARADE PEDRO VASQUEZ !

Que sa mémoire vive éternellement parmi nous !

Que son idéal de victoire populaire nous enflamme et se fasse réalité par l'action de son peuple !

Que son sang héroïque retombe sur ses détracteurs et sur tous les ennemis du peuple !

Haine, toujours plus de haine à l'ennemi !

Amour, amour infini à notre peuple !

Certitude, sûreté stratégique dans la victoire !

Vive le camarade Pedro Hernando Vasquez Rendon !

GLOIRE AU MARXISME-LENINISME MAOISME !

Mort à la tyrannie, à l'impérialisme et au révisionnisme !

EN COMBATTANT UNIS NOUS VAINCRONS !

Parti communiste de Colombie
(marxiste-léniniste)

Comité exécutif Central.
Colombie, depuis les montagnes, avril 1969.

Mais une nouvelle tendance est apparue, animée par le P.S.U. Elle s'intitule « pour une rénovation du syndicalisme enseignant ». Elle comprend des « Unité et Action », des « autonomes » et même des « Ecole émancipée ». Elle estime que les états-majors syndicaux n'ont pas su « tirer les leçons de mai » et qu'ils ne prévoient pas des types d'action nouveaux. Ils pensent que le travail du syndicat doit d'abord partir des préoccupations des enseignants et reposer sur une définition plus précise des finalités de l'enseignement, du rôle des professeurs, de la vie des établissements.

Quant aux syndicalistes marxistes-léninistes, fidèles aux traditions de lutte, ils doivent militer avec ardeur dans les sections d'établissement. Il leur appartient de se concerter pour unifier leur action contre l'idéologie révisionniste et réformatrice qui domine dans le syndicat et qu'ils doivent considérer comme leur ennemi principal.

Le Congrès s'est poursuivi pendant quatre jours pour étudier des questions propres à l'enseignement du second degré.

Au cours de longues discussions, il a adopté un grand nombre de textes concernant la rénovation de l'enseignement, les examens, l'orientation, le 1^{er} et 2^e cycles. Mais pour ne pas mécontenter les spécialistes des différentes disciplines et satisfaire les réformateurs, il a dû adopter des compromis.

En ce qui concerne la formation des maîtres, le syndicat n'a pas vraiment choisi entre l'institution d'un « mode unique de recrutement » des professeurs réclamé par beaucoup d'enseignants et le maintien de deux concours dont l'agrégation.

D'autre part, sur le plan corporatif, il a envisagé la réduction des horaires de service, l'augmentation massive des postes et l'allègement des effectifs des classes.

Mais le problème le plus contesté a été la vie des établissements. Tous les délégués ont constaté l'apparition dans de nombreux établissements d'un mouvement lycéen, qui traduit la prise de conscience des élèves des conditions réelles de l'enseignement dans le cadre de la société capitaliste.

Et le congrès a admis les rencontres du S.N.E.S. en tant qu'organisation syndicale avec les organisations lycéennes, notamment les C.A.L.

Mais là où il y a eu divergence, c'est justement sur les actions lycéennes. Et si la majorité révisionniste a d'abord désapprouvé les « désordres » dans les lycées comme l'a fait le gouvernement, toutes les autres tendances ont commencé par en rechercher les causes. Elles ont condamné le gouvernement comme seul responsable de cet état de fait, car les lycéens sont victimes d'une politique qui ne leur donne aucune garantie.

Et de même qu'à l'occasion de la récente circulaire ministérielle du 28 mars sur la discipline dans les lycées, aux menaces de sanctions collectives (fermeture des classes) et poursuites judiciaires pouvant déboucher sur des sanctions pénales, les révisionnistes ont proposé d'y riposter en s'en tenant à l'application des décisions des conseils de discipline. Alors que les autres tendances ont demandé de s'y opposer par tous les moyens, y compris par la grève.

Ainsi les révisionnistes qui dirigent le S.N.E.S. sont apparus comme de plats réformistes, des partisans d'une opposition raisonnable et sage, comme le furent avant eux les sociaux démocrates qu'ils ont remplacés,



ETUDES MARXISTES-LÉNINISTES DANS LES ENTREPRISES

A BAS LA MÉDECINE DU TRAVAIL AU SERVICE DES PATRONS!

(où le Docteur Defrance à la botte de Citroën)

Travailleurs, vous vivez moins longtemps que vos patrons! Voici les chiffres officiels des très sérieux « Cahiers de Sociologie et démographie médicale ».

Sur 1 000 personnes de 35 ans :
— Parmi les professions libérales et cadres supérieurs, 719 atteindront 70 ans;
— Parmi les ouvriers spécialisés, 576 atteindront 70 ans;

Il y a deux raisons à ce fait :

1° **Raisons financières** : Les gens les moins riches ne peuvent pas dépenser assez d'argent pour se soigner. Selon « la Santé Gratuite », livre de P. Grandjeat aux éditions du Seuil :

— 1 ouvrier agricole dépense environ 60 F pour sa santé;
— 1 ouvrier, 120 F;
— 1 cadre, 175 F.

2° **Raisons professionnelles** : En 1962 (Journal Officiel du 21 septembre 1964) :

— 101 700 accidents de travail;
— 27 624 accidents de trajet;
— 2 059 maladies professionnelles ont été déclarées;
— 3 093 travailleurs sont morts pour une de ces raisons directement liées à leur profession.

Quand on sait toutes les difficultés qui sont faites par l'Etat ou les patrons pour reconnaître une maladie professionnelle, on peut affirmer que ce chiffre est certainement inférieur à la réalité.

Toutes les parutions de la presse bourgeoise sur l'infarctus du myocarde du pauvre P.D.G. surmené (en fait cette maladie n'a pas de préférence pour une catégorie sociale déterminée), ne changera rien à la réalité de ces chiffres.

Quel rôle joue le médecin du travail dans tout cela ?

Un exemple nous sera fourni par le procès-verbal de la séance plénière du 27-11-68 du comité d'établissement Citroën, rue de l'Ingénieur-Keller, Paris (15°).

M. DEFRANCE (Médecin-chef du travail) :
« Il existe parfois des systèmes de protection qui ne sont pas utilisés par les ouvriers : exemple, le masque pour les peintres ».

M. MITROP (C.F.D.T.) :
« Si les compagnons ne respectent pas les consignes, c'est par manque d'éducation. D'autre part, si les ouvriers ne portent pas le masque de protection, c'est qu'il provoque une gêne dans le travail pour faire la cadence ».

Pas de réponse du Dr Defrance ! lui dans son bureau payé par Bercot, patron fasciste de Citroën, n'a pas de gêne pour faire la cadence.

On retrouve là le même problème que pour les mineurs du Nord : les cadences de plus en plus rapides ne permettent pas le port d'un masque gênant la respiration.

Pour M. Defrance, sbire de Bercot avant d'être médecin, le profit de l'entreprise passe avant les poumons des travailleurs.

Un peu plus tard, dans la même réunion du 27-11-1968 :

M. RIVOAL (C.G.T.) :
« Vous n'ignorez pas qu'il y a un problème de la surdité à Clichy, chez les estampeurs. Quelles dispositions comptez-vous prendre pour l'améliorer ? »

M. DEFRANCE :
« C'est un problème difficile à résoudre. Nous ne voyons pas de solution dans l'immédiat ».

« Normalement », M. Defrance est là pour résoudre ces problèmes « difficiles », mais visiblement qu'un ouvrier n'entende plus, ça ne l'intéresse pas. Lui, Defrance, il entend bien les ordres de Bercot.

Toujours au cours de la même séance :

M. GILIS (C.G.T.) : « Docteur, il ressort de votre rapport que plus de 2 % (933) du personnel a été hospitalisé à la suite d'un accident de travail et 2 % ont été également accidentés sur le trajet. Pourriez-vous nous faire connaître :

1 La part qui incombe aux machines ou installations avec le motif ;

2 Celle qui incombe aux ouvriers par suite de mauvaises manœuvres par suite du manque d'éducation et de non respect des consignes, en situant les accidents dans le temps et dans la journée de travail.

Nous pensons en effet que l'attention d'un ouvrier ne peut être soutenue dix heures durant, comme cela est le cas actuellement, sans qu'un relâchement se produise. Cela permettrait de situer le seuil où le danger s'accroît.

M. DEFRANCE : « Mais vous demandez la lune ! »
Alors le bon docteur exagère vraiment : il est évident qu'une enquête relativement simple permettrait de savoir :

— quelles sont les machines sur lesquelles se produisent les accidents ;
— les heures auxquelles surviennent ces accidents.

Seulement, ça M. Defrance ne veut pas le faire, car si on connaissait ces « détails » et si les ouvriers de Citroën les apprenaient, son patron Bercot aurait quelques problèmes avec son personnel.

LE MEDECIN DU TRAVAIL, FLIC DU PATRON

Voilà une vérité première qui n'est pas l'apanage de Citroën. Travailleurs, discutez avec vos camarades d'autres entreprises, à dix contre un on peut parier que ce sera la même chose.

Pourquoi le médecin du travail fait-il cette sale besogne ? A cela deux grandes raisons :

1 L'intérêt matériel :

Payé grassement par le patron, le médecin du travail « oublie » son rôle qui doit être — selon la loi — de protéger la santé des travailleurs, pour exécuter les ordres du P.D.G. qui l'emploie et pour qui, bien entendu, c'est la productivité et donc le profit maximum qui compte.

2 L'idéologie diffusée par les professeurs mandarins des facultés de médecine :

On apprend aux étudiants que les ouvriers sont facilement des tire-au-flanc, des revendicateurs permanents toujours à la recherche d'un arrêt de travail, etc.

L'université française est au service de la bourgeoisie : en voilà un exemple frappant.

En mai, en se révoltant contre cet enseignement pourri, contre la médecine de classe sous toutes ses formes, les étudiants en médecine ont ébranlé le système bourgeois des études médicales.

LA FATIGUE, LES CADENCES...
ET QU'ENCORE ?

ILS LE FONT EXPRES!
EST-CE QUE JE ME
BLESSE MOI ?



LA MEDECINE DU TRAVAIL CONQUETE DES TRAVAILLEURS

En effet, elle a été organisée en France au sortir de la lutte héroïque des travailleurs dans la résistance française en 1946. Mais cette conquête a été très vite remise en cause par la bourgeoisie qui n'a pas osé faire abroger la loi, mais a acheté les médecins du travail. De la même façon d'ailleurs que la Sécurité Sociale, conquête de la Libération de 45 est constamment remise en cause, reniée par le pouvoir, par le gouvernement des banques et des patrons.

QUE FONT LES SYNDICATS ?

Discuter au comité d'entreprise et poser des questions — souvent justes — au médecin-flic est une bonne chose, mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est que les ouvriers soient constamment informés de ce qui s'y est dit. C'est surtout de mobiliser la masse des travailleurs pour défendre leur santé, la protection de leur travail et la prévention des maladies professionnelles. C'est d'être capable de forcer le patron à reculer, à faire des concessions, à prendre pratiquement les mesures souhaitées par les travailleurs. C'est d'expliquer que la santé des travailleurs est à la merci des capitalistes, que c'est un état de fait inévitable dans un régime capitaliste dont le profit patronal est le moteur. L'essentiel c'est d'expliquer que la santé du peuple ne sera protégée réellement que dans un régime au service du peuple, dans un régime socialiste.

En mai-juin, alors que 10 millions de travailleurs sont en grève, toute la jeunesse intellectuelle s'était levée contre le régime capitaliste, les syndicats n'ont même pas voulu imposer l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale, n'ont pas voulu imposer de réelles mesures de protection et de prévention. D'ailleurs, notons que lorsque M. Defrance s'en va de la séance du C.E.,

M. FROMAGE (C.G.T.) lui dit : « Au nom du C.E., je vous remercie encore une fois pour votre rapport et votre présence ; nous espérons que cette discussion n'aura pas été inutile à tous, et que votre prochain rapport sera encore plus complet, dans le sens que nous vous demandons ».

Travailleurs, ne disons pas autour d'un tapis vert « Merci docteur », à M. Defrance.

Réunissons avec les camarades de nombreuses entreprises les informations sur la médecine du travail.

Echangeons, faisons circuler nos informations.

Des médecins, des étudiants en médecine progressistes du C.A. 15° pourront nous aider dans cette tâche.

A BAS LE MEDECIN-FLIC !

A BAS LA MEDECINE DE CLASSE !

LUTTONS ENSEMBLE POUR UNE MEDECINE AU SERVICE DU PEUPLE !

CITROËN

UN EXEMPLE DE RÉPRESSION PAR LES CADENCES

Les conditions dans lesquelles s'effectuent les dépannages sur les chaînes à Citroën-Javel

Citroën, c'est bien connu, c'est le bastion de la répression. En voici quelques exemples concrets.

A l'atelier, nous, les mécaniciens d'entretien de Javel, réparons le matériel défectueux, sous le regard permanent d'un chien de garde : un chef d'atelier que tout le monde connaît bien, le dénommé Lucas. C'est un garde-chiourme de la direction, parmi tant d'autres.

Nous sommes donc ici, prêts à partir, à n'importe quel dépannage dans l'usine. Nous devons assurer la bonne marche de tout ce qui concerne la production : machines, chaînes, appareillages, etc.

Au coup de téléphone du bureau, le chef nous distribue le travail :

« Vous et vous, foncez ! 1^{er} étage, chaîne 1^{re} finition, goupille cassée ! » (il s'agit d'une goupille de sécurité qui se cisaille lors d'un effort trop important sur la chaîne, ce qui arrête immédiatement la marche de celle-ci, afin d'éviter une détérioration du matériel).

Nous ne nous « rendons » pas sur le lieu du travail, nous y courons, au pas de course, le sac à clous sur le dos (sac à outils de 10 kg).

Là-bas les blouses blanches s'affolent ; c'est un pétard sur une fourmilière. On crie, on s'injurie, et on tire et on pousse les voitures à la main ; on essaie surtout de se faire remarquer. Parce que les « caïds » en costards, les mains dans les poches, sont là. Le signal rouge est allumé et le bruit strident de la sonnerie retentira jusqu'à ce que la chaîne reparte.

De loin, ça ressemble à un spectacle de cirque dont les dompteurs sont les fameux « caïds » en costards, regardant anxieusement leur machine à produire et qui ne produit plus.

De l'autre côté, nous avons les mauvais acteurs, c'est-à-dire les blouses bleues ou blanches (il n'y en a pas de rouges...) et qui font semblant de pleurer (pauvres bêtes, là... !)

Et enfin les spectateurs, les ouvriers de la production qui, pour une fois, sont complètement détendus, souriants. Ils n'osent quand même pas applaudir, mais dans leur regard on devine leur joie de voir leurs chefs coléreux, emmerdés.

Car ce sont toujours ces sinistres individus là qui martyrisent les travailleurs, et qui les poussent, par les pressions et les menaces, à des cadences toujours de plus en plus infernales.

Mais quand il y a panne, et que ces messieurs-là enragent, donnent des coups de pieds dans la chaîne, ils se font mal aux pieds, c'est tout !

Oui ! les ouvriers disent ouf ! peut-être pendant dix minutes, un quart d'heure, mais après on s'inquiète, car si la réparation dure une demi-heure ou plus, la chaîne avancera beaucoup plus vite, il faudra rattraper le temps perdu. La cadence sera devenue encore plus infernale, avec pour encouragement, une pluie d'injures.

« LA CADENCE ! LA CADENCE ! »

Nous nous souvenons tous qu'il y a quelques années, un chef d'équipe de la chaîne 2^e finition était devenu super-nerveux parce qu'il voulait être partout à la fois pour donner l'impression de servir encore mieux son supérieur. Cet énergumène là était donc monté sur la chaîne, arrosant celle-ci avec une bouteille d'eau. Elle avait trop chaud soit-disant (pauvre chaîne !) et tout cela en gueulant sur un rythme déjà bien connu : « la cadence, la cadence ! »

Son supérieur, s'inquiétant tout de même, l'emmena à l'infirmerie où le malade continua à gueuler : « la cadence, la cadence ! »

Ce « bon chef » fit donc un stage de plusieurs mois en maison psychiatrique, après quoi la direction l'a planqué dans un bureau.

Car ces chefs qui deviennent fous en criant « la cadence » sont, pour Bercot plus que des serveurs.

QUANT A NOUS, LES DEPANNEURS

Nous ne sommes pas les plus épargnés, on nous insulte également. « Alors ! une heure que c'est arrêté, bande de fainéants ! »

Non, ça ne faisait que trois minutes en réalité.

« Alors, ça vient, bande de cons ? »

A cause de cela et de la sonnerie qui retentit et des blouses bleues qui courent partout, nous sommes très énervés et il n'est pas possible de travailler dans des conditions de sécurité.

Dans la fosse (souvent mal accessible), où se trouve l'appareillage d'entraînement, on met un pied sur un pignon, l'autre dans l'huile, une main sur une courroie, et dans l'affolement, on oublie de couper le courant.

Nous n'avons qu'une seule consigne qu'on nous gueule sans arrêt aux oreilles :

« FAUT QUE ÇA MARCHE »

« Oui, mais... »

« Faut que ça marche ! »

Des doigts coupés, un bras cassé, le sang qui coule. On s'en fout, « faut que ça marche ! »

A défaut de goupilles, certains chefs d'équipes de la production n'hésitent pas à nous présenter un vulgaire morceau de ferraille pour remplacer la goupille, même si un quart d'heure après la chaîne est détériorée et s'arrête à nouveau, pour une réparation beaucoup plus grave, cette fois-ci.

(suite page 11).

**Encore un exemple
d'exploitation capitaliste
contre les locataires d'H.L.M.**

La société capitaliste monopoliste, non contente d'exploiter des ouvriers sur leur lieu de travail, tente également de les exploiter dans tous les autres domaines. Celui de l'habitat en particulier. En effet sont nombreux les administrateurs d'immeubles qui se font les complices de l'exploitation capitaliste.

Non seulement les loyers des habitations type H.L.M. (habitation à loyer modéré) sont exorbitants en fonction des salaires de misère de ses occupants, mais encore en plus les charges qui viennent s'y adjoindre sont pour la plupart du temps une source de profits supplémentaire pour les administrateurs ou gérants quand les locataires le laissent faire. Mais heureusement, il n'en est pas toujours ainsi. La classe ouvrière en particulier, comprend depuis mai 68, que aussi bien sur le plan du travail que sur tous les autres plans, l'unité à la base et dans l'action est seule payante, et permet de faire face efficacement aux requins de la finance n'importe où ils agissent.

Ainsi dernièrement encore, un correspondant ouvrier nous apprend que dans des H.L.M. de Bagnolet près de Paris les administrateurs d'un immeuble occupé en majorité par des ouvriers avaient trouvé bon, pour eux, de présenter les quittances de loyer du mois d'avril, augmentées de sommes catastrophiques pour des ménages ouvriers, sommes représentant soixante-dix charges.

Ils comprirent qu'il fallait se regrouper pour obtenir des explications et non aller les uns après les autres tenter d'obtenir des éclaircissements. Ils décidèrent donc d'une assemblée générale, en convoquant l'administrateur et en lui demandant de bien vouloir fournir la justification de telles charges. Mais évidemment, celui-ci ne se présenta pas à la réunion, faisant la sourde oreille à la juste colère des locataires de cet H.L.M. Un comité d'action provisoire fut organisé avec les locataires, et celui-ci mit en garde tous les habitants contre les manœuvres d'intimidation que le gérant pourrait employer contre eux en essayant par exemple de régler chaque cas individuellement, pour diviser l'action entreprise par la base. Le comité d'action prit également connaissance de la loi en la matière, et il apprit ainsi qu'il était en position de force face à ce requin exploiteur. En effet, l'interprétation de l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948 est rigoureuse en la matière et ne souffre aucune exception ni dérogation quelle qu'elle soient, à savoir : qu'un commandement à payer signifié par huissier est inopérant lorsqu'il concerne des charges et prestations (arrêt de la Cour d'appel de Paris du 12 décembre 1953) et que le bailleur ou propriétaire ne peut demander la résiliation du bail pour non paiement des charges (arrêt de la Cour de cassation du 16 janvier 1953). Il fut donc demandé à chaque locataire de ne payer que son loyer normal en attendant les preuves — longues à venir — de ces charges.

Il est bien certain que la société des exploiters, par l'intermédiaire de ses laquais, cherchera par des manœuvres diverses, à diviser le comité d'action, mais celui-ci a compris depuis longtemps que seul l'unité à la base et dans l'action permettait de déjouer tous les plans d'exploitation contre la classe ouvrière.

**Vive l'unité à la base et dans l'action !
Vive la lutte des locataires contre les exploiters capitalistes !**

Un correspondant ouvrier.

S. N. C. F.

CHEMINOTS SAUVONS-NOUS, NOUS MÊMES

LA S. N. C. F. PEUT PAYER !

L'outil de travail des cheminots est mis en état de pillage systématique par le pouvoir des monopoles avec la complicité silencieuse des directions syndicales, seulement bonnes pour les palabres avec les patrons. Elles sont incapables d'organiser l'action, sinon dans des grèves tournantes de 24 heures, exposant les cheminots à la répression, les uns après les autres, et pour des revendications qui, même si elles étaient satisfaites, ne régleraient pas les problèmes sur le fond : actuellement les 40 heures immédiates, sans diminution de salaires et pour tous, et la refonte complète de la réglementation du travail : p. 4. En mai 1938 il y avait 521 034 cheminots, en 1964, il n'en restait que 360 161 et à la fin de 1968 nous n'étions plus que 323 650, en dépit des réductions d'horaires déjà arrachées, et des quelques congés supplémentaires obtenus.

Les projets gouvernementaux prévoient que nous ne serons plus que 270 000 en 1972 et environ 220 000 en 1975. Le même plan de destruction de notre outil de travail conduit à la fermeture de 20 000 kilomètres de service voyageurs omnibus sur 29 000, ainsi que dans une première tranche de 5 000 km de service marchandises. En outre, 5 000 000 de km de parcours annuel de trains express et directs seront purement et simplement supprimés. Cela s'accompagne avant 1975 au maintien seulement de :

- 10 ateliers du matériel moteur sur les 12 existants,
- 8 ateliers du matériel remorqué sur 17,
- 178 dépôts traction et annexes sur 213,
- 333 entretiens et postes sur 456,
- 8 magasins généraux sur 16.

Mais, sans attendre ces mesures démentielles, il y a la réalité bien vivante, hélas, de l'élimination des cheminots dans chaque établissement, par compression des effectifs. Tout cela est encouragé, il faut bien le dire, par la signature de l'Accord-Cadre entre la direction S.N.C.F. et tous les syndicats. L'action devient urgente, et si les syndicats ne veulent rien faire, il faudra bien que la base s'occupe à nouveau de ses propres affaires comme en mai 1968.

Prenons un exemple qui nous concerne directement : le service Matériel-Traction de la région du Sud-Est. Nous savons que les problèmes sont exactement les mêmes au service de la Voie et au service Exploitation. Nous sommes tous concernés directement. Les effectifs totaux du personnel roulant et sédentaire sont passés de 22 506 de la fin 1964 à 18 699 à la fin de 1968.

Rien que pour le matériel remorqué (entretiens et postes d'entretien) les effectifs sont passés de 6 227 en 1964 à 4 904 fin 1968.

Pour le matériel moteur, comme à Oullins-Voitures et Nevers-Machines, grands centres spécialisés et hautement rentables, l'effectif est passé de 3 256 fin 1965 à 2 660 fin 1968.

Les effectifs Bureaux d'Arrondissement de la région sont passés de 621 en 1964 à 445 pour fin 1968.

Si pour les agents de conduite l'effectif s'est à peu près maintenu (même nombre de trains en 44 h 30 au lieu de 46 h : donc roulements déjà inhumains plus tendus) l'effectif des sédentaires est passé de 6 853 fin 1964 à 5 036 seulement fin 1968. Pendant cette période, aucun établissement Sud-Est, aucun arrondissement n'a vu une augmentation ou stabilisation de ses effectifs. Partout ils sont en baisse. La récession organisée est générale. Il n'y a aucune possibilité de reconversion sur place, elle devient plus problématique par déplacement dans un autre établissement : partout on supprime. Inutile de souligner ce que cela signifie à la fois pour la stabilité de l'emploi, pour les possibilités d'avancement et les conditions de travail. Quel avenir pour nos jeunes ! Or, il faut le souligner : il y a toujours le même nombre de trains assurés d'une année à l'autre, donc la même production globale.

Pour l'arrondissement MT 2 (région de Nevers-Clermont) l'avenir est sombre. L'effectif total : roulants et sédentaires, est passé de 1 825 en 1963 à 1 380 en 1968. Les roulants sont passés de 766 à 662 (donc en baisse de 1/8 ou près de 20 %) et les sédentaires de 1 059 à 718 (donc en baisse de 3/10 ou 30 %).

Or, les dépôts de Paray-le-Monial et Langeac sont condamnés à une très prochaine disparition.

A Paray, de 131 roulants en 1963 il n'en reste plus que 78.

Pour Langeac, il y avait 57 sédentaires en 1963, il n'en reste que 23 en 1968. Ceux qui resteront en octobre 1969 seront mutés d'office. Et de 45 roulants pour la même période, il n'en reste plus que 29. C'est beau le progrès !

Pour le dépôt de Clermont-Ferrand, le problème est le même : de 290 roulants en 1966 il n'en reste que 237 fin 1968, et des 373 sédentaires il n'en reste que 307. Or, au Comité mixte d'établissement du 22-1-69, le chef de dépôt a annoncé officiellement que le projet de démantèlement applicable dès maintenant, prévoit 86 personnes pour l'entretien en 1972, au lieu de 307 actuels. La question est de savoir si nous allons nous laisser faire et compter uniquement pour nous défendre sur ceux qui ont signé l'accord-cadre. En outre, l'Entretien du Matériel de Clermont-Ferrand, en voie totale de disparition, est passé de 106 en 1963 à 44 agents fin 1968.

Ce n'est pas tout. Il faut dire et répéter que ces prévisions restent optimistes car elles ne tiennent compte que de la réorganisation interne de chaque établissement. A ces compressions, déjà désastreuses, s'ajouteront celles consécutives aux suppressions de trains par suite des fermetures de lignes envisagées pendant la même période, soit à titre d'exemple :

— Vichy à Le Puy par Pont-de-Dore et Ambert, et Clermont-Ferrand à St-Etienne par Thiers et Boen.

Tout ceci est donc très sérieux et consiste à la mise au pillage en règle de la S.N.C.F., patrimoine national, par les monopoles sans patrie. Voici un exemple concret :

Nous avons vu que de 1964 à 1968, les effectifs du MT Sud-Est sont passés de 22 506 à 18 699, soit une diminution de 3 806 agents.

Les progrès de la productivité prouvent que malgré cette diminution d'agents, le même travail a été effectué par ceux restant : 18 699 cheminots ont donc fait le travail de 22 506.

La S.N.C.F. a donc fait un bénéfice net du montant total des salaires des agents supprimés, augmenté des charges sociales économisées. Un agent coûtant en moyenne (voire même au minimum) 1 200 000 AF par an, le bénéfice de la S.N.C.F. est donc de : $1\,200\,000 \times 3\,806 = 4\,600\,000\,000$ AF (4 milliards six cents millions d'AF).

Cette somme accaparée par la S.N.C.F., si elle avait été répartie aux 18 699 cheminots qui ont assuré le travail aurait donné : $4\,600\,000\,000 : 18\,699 = 240\,000$ AF par an et par agent, soit 20 000 AF par mois. Cet argent volé doit nous être rendu. Il y a un long retard à récupérer depuis des années.

Si de 1964 à 1968 nous avons, grâce à nos luttes, eu quelques augmentations de salaires, elles ont été entièrement escamotées par la hausse des prix, des impôts, etc.

La S.N.C.F. peut donc payer de suite et les monopoles rendre gorge :

- les 40 heures sans étape,
- 20 000 AF d'augmentation par cheminot, par mois, et non hiérarchisés,
- une refonte complète de la réglementation du travail (règlement p. 4).

Les dirigeants syndicaux, prisonniers de l'Accord-Cadre qu'ils ont signé ne font rien pour organiser tous ensemble la riposte de masse sur le plan national.

En conséquence, organisons-nous à la base nous-mêmes.

Adhérons au Comité ouvrier, pay-sans, intellectuels de Clermont-Ferrand.

Formons une véritable Comité de base des Cheminots de Clermont-Ferrand, regroupant tous les cheminots organisés dans les syndicats ou non.

Imposons la lutte résolue aux directions syndicales !

En mai-juin 1968, tous sans exception nous étions dans la lutte, pour nos justes revendications qui sont tombées dans les oubliettes de Grenelle et de Tilsitt.

Retrouvons cette unité à la base et dans l'action.

CITROEN (suite de la page 10).

Parce que pour eux, il faut que ça marche, et si ça n'avance pas, ils sont rongés par cette migraine qu'on appelle « le feu au cul ».

Voilà comment, et partout, sur n'importe quelle machine, sur n'importe quelle chaîne, le dépannage (à la Bercot) doit s'effectuer dans des conditions de rapidité, d'insécurité, d'effolement, à n'importe quel prix, même si cela doit bousiller complètement les machines, puisque la seule consigne est « faut que ça marche ! ». Voilà concrètement ce qu'est « l'anarchie » qui règne dans le système capitaliste.

Evidemment, nous comprenons toujours un peu mieux maintenant, pourquoi maître Bercot refuse notre fameux comité d'hygiène et de sécurité.

Or, souvent des accidents graves ont lieu.

Dans la grande étuve où sont lavés et dégraissés les éléments de O.S., un de nos camarades de l'entretien a glissé et s'est brûlé toute une jambe dans un bain bouillant de décapant : résultat, un an d'hôpital et peut-être l'infirmité à vie.

Rappelons-nous aussi de l'accident mortel qui a eu lieu dernièrement à Gutemberg, où un jeune ouvrier de 26 ans a trouvé la mort, vertèbres cervicales cassées, lors du dépannage d'une machine à laver et dégraisser.

Bercot est responsable, mais ne veut pas le savoir. Pourtant tous les travailleurs du XV^e l'accusent, en organisant un geste de solidarité pour la veuve et les enfants, qui s'élève à plus d'un million d'anciens francs.

Alors vous Bercot, le milliardaire, le truand, quand viendra votre tour ?

Il est vrai que la dame du jeune ouvrier a envoyé dans tous les ateliers, un message de sympathie et de remerciements, en nous précisant bien que la solidarité ne pouvait se trouver que dans le monde ouvrier.

De même à Clichy, un ouvrier a été électrocuté par un poste à souder dans un état plus que défec-tueux...

Des accidents, il y en a tous les jours.

Qui est responsable ?

Bercot et ses sbires répondent :

— Un ouvrier, ce n'est pas grand chose, ça se remplace.

Mais soyons sûrs que le jour viendra où ce sera nous, ouvriers, qui remplacerons Bercot et ses sbires !

LES LEÇONS

QU'IL FAUT QUE NOUS TIRIONS :

Pas de panique ! Prenons notre temps ! Gardons notre sang-froid ! Ne nous affolons pas ! Puisque Bercot prend le temps de vivre à nos dépens, nous prendrons également le temps de vivre.

A chaque dépannage, de n'importe quelle machine, de n'importe quelle chaîne, d'abord la sécurité : notre vie vaut bien celle de Bercot. Assurons-nous que le courant est coupé (cadenas de sécurité ou camarade de surveillance).

Et si nous sommes injuriés, insultés, gardons notre calme et demandons à l'abruti qui gueule s'il veut prendre le marteau à notre place.

Nous ne sommes pas des bêtes ; et les ouvriers des chaînes refuseront de rattraper le temps perdu lors les dépannages.

Exigeons notre comité d'hygiène et de sécurité indispensable et obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés (depuis la loi du 1-8-1947) !

**A BAS LES CADENCES INFERNALES !
NON A L'ANARCHIE CAPITALISTE !**

TRAVAILLEURS DES CHAINES ET DE L'ENTRETIEN, FRANÇAIS, IMMIGRES, A LA BASE ET DANS L'ACTION, UNISSONS-NOUS !

Comité de base et comité d'action Citroën XV.

VIVE LE PRINTEMPS RÉVOLUTIONNAIRE DE MAI 68!



LES ETUDIANTS
OPPOSENT LEUR
VIOLENCE
REVOLUTIONNAIRE
A LA VIOLENCE
DE LA POLICE GAULLISTE.



A l'occasion de son premier anniversaire, nous consacrons plusieurs articles au mouvement né en mai 1968 ; cette semaine, nous laissons la parole à nos camarades belges qui ont publié l'article que nous reproduisons ici dans le n° 64 de « Clarté » (1^{er}-8 mai 1969), l'organe central du Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) de Belgique (1).

Outre son importance propre, cet article souligne de lui-même la grande partie internationale du mouvement de mai 1968. A l'occasion de cette publication, nous exprimons aux camarades belges nos meilleurs souhaits pour leur parti, le P.C. (M.-L.) B dont Clarté dit, dans un autre article de ce même numéro :

Tel qu'il est, il va de l'avant. Et il ira de l'avant beaucoup plus encore quand des camarades que nous estimons et qui jouent les francs-tireurs, l'auront rejoint. Et il ira de l'avant mieux encore, de façon plus décisive, au fur et à mesure qu'ayant mieux assimilé notre doctrine révolutionnaire, nous nous serons plus étroitement liés aux masses.

Notre Parti ouvrier révolutionnaire, notre Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) de Belgique est ouvert à tous les travailleurs manuels et intellectuels et en tout premier lieu, parce qu'il doit devenir leur Parti, aux ouvriers d'avant-garde. C'est avec eux et grâce à eux que nous en ferons l'Etat-Major efficace de la Révolution. Nous le ferons tous ensemble.

Un an... C'était hier. Qui ne s'en souvient ? Les choses ne sont plus tout à fait les mêmes depuis. Ni en France, ni en Italie, ni en Espagne, ni en Belgique d'ailleurs.

Ce fut vraiment le printemps. Non un printemps révisionniste, comme à Prague, où la « Libre Belgique », le « Peuple » et le « Drapeau Rouge » peuvent se reconnaître. Un printemps révolutionnaire d'une ampleur magnifique, inoubliable.

Dix ans de gaullisme, de dictature pateline, de pouvoir absolu d'un général exécutant la politique des grands monopoles, sous le signe de la stabilité, du « bon sens », du rayonnement « national » ; une économie en expansion ; un franc solide ; une autorité retrouvée... Tel était le tableau idyllique que l'on nous offrait. En face, à titre de repoussoir, une opposition, la plus bête du monde, corrompue, pendue aux basques de l'impérialisme américain ou sifflant (avec beaucoup de fausses notes) l'air imposé par le chef des chœurs du Kremlin.

Pourtant la prospérité gaulliste (on s'en est aperçu depuis) était un mythe. L'impérialisme français n'échappait pas à la crise générale du capitalisme. Les oppositions d'intérêts avec le rival yankee avaient pu inspirer des gestes théâtraux, il n'empêche : les investissements de capitaux américains n'étaient pas moindres qu'ailleurs en Europe occidentale ; le passage sous contrôle yankee de la Bull, orgueil de la technocratie française, en était la preuve spectaculaire. La bourgeoisie française pouvait être béatement satisfaite d'elle-même et faire des triomphes électoraux et des référendums plébiscitaires à son miroir-de-Gaule, le terrain était miné.

La jeune génération, moins qu'une autre, avait pu être gangrenée par le révisionnisme. Il y avait l'enthousiasme suscité par la lutte armée victorieuse du peuple vietnamien, l'extraordinaire intérêt provoqué par la Grande Révolution Culturelle prolétarienne en Chine.

Enfin et surtout, quelques mois plus tôt, l'effort des cercles marxistes-léninistes isolés de jadis, de leur fédération, du Mouvement marxiste-léniniste avait pu aboutir à la fin de 1967 à ce grand événement qu'était la constitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

MAI 1968.

On le sait : cela commença parmi les étudiants. Il y avait parmi eux un bouillonnement formidable où les leçons du Viêt-nam et de Chine étaient vivantes — celles des étudiants flamands de Louvain, plus modestes sans doute, également. C'était la prise de conscience du rôle que le grand capital voulait leur faire jouer : eux, issus de la petite ou de la moyenne bourgeoisie, devaient être les laquais dorés chargés de l'organisation de l'exploitation ouvrière.

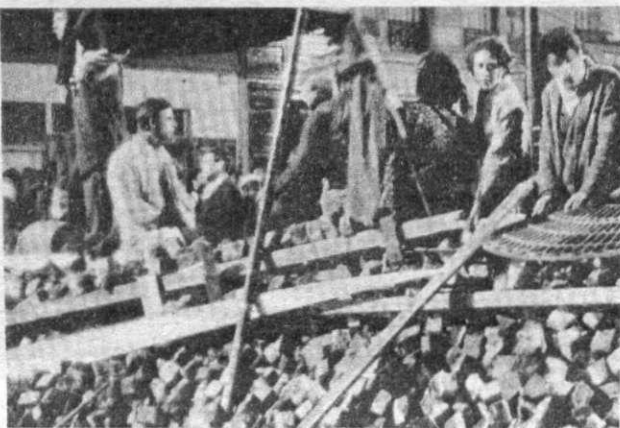
C'était la prise de conscience du caractère de classe,

du caractère oppressif de la culture bourgeoise, de l'université bourgeoise, absurdes, abrutissantes.

C'était la révolte. Aussitôt, le régime a compris le danger. Elle a fait donner ses flics, ses cognes. Les C.R.S. qui jadis s'étaient illustrés par leur brutalité criminelle à l'égard des mineurs français POUR LES MEMES MOTIFS déployaient leur brutalité criminelle à l'égard des étudiants de France.

Le vendredi 3 mai, le vendredi 10 mai, les fameux vendredis rouges voyaient la masse des étudiants opposer la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire et policière.

La lutte des étudiants n'était pas sans écho parmi les masses ouvrières qui, plus que les autres, subissaient l'exploitation capitaliste. Depuis des mois, les ouvriers radicalisaient leur lutte et les dirigeants syndicaux révisionnistes, sociaux-démocrates, chrétiens avaient toutes les peines du monde à empêcher la vague de se former.



VIVE LES GLORIEUSES BARRICADES DE MAI 1968 !

D'ailleurs dans plusieurs entreprises, à Paris et en province, des batailles de classe acharnées étaient menées en dépit de l'opposition des « bonzes ».

Les révisionnistes du P. « C. » F. se déchaînaient contre le mouvement étudiant, parlant ridiculement de « groupuscules » alors que des dizaines et des dizaines de milliers s'élevaient battus contre la répression policière, cette répression qui enchantait Waldeck-Rochet et l'« Humanité ».

C'est alors que l'on vit la conscience de classe passer outre des calomnies, des mises en garde, des anathèmes. Brusquement, dès le 10 mai, la classe ouvrière entra dans la lutte avec toute sa puissance. En vingt-quatre heures, dix millions de travailleurs des usines et des services publics étaient dans la lutte. Les directions syndicales refusaient la grève générale. La classe ouvrière l'imposa.

Le P. « C. » F. parla d'élections et de Gaule de référendum. Personne n'écoutait. Le patronat se rendait compte qu'il lui fallait faire la part du feu. Ses abandons furent appréciés aux pourparlers de Grenelle où Ségué apparaitait comme le sauveur suprême de la bourgeoisie. Dans les usines, les ouvriers n'étaient pas dupes de la manœuvre : ils repoussaient les accords de trahison. La lutte prenait une intensité inouïe.

Le régime s'affolait. Qui allait le sauver ? On sait maintenant que de Gaule a envoyé un émissaire à Lemnitzer pour demander, si c'était nécessaire, l'intervention des troupes de l'OTAN. On sait maintenant que l'orgueilleux président de la République est allé mendier l'appui du fasciste Massu, général en chef des troupes françaises en Allemagne et que le prix payé a été la libération du criminel de l'O.A.S.-Salan, le retour de Bidault et de Soutelle et consorts.

De Gaule eut l'appui du P. « C. » F. qui paralysa la lutte, proposa des élections-bidons.

Les permanents de la C.G.T. déployaient des efforts pour faire rentrer les secteurs moins combattifs.

Savamment, les révisionnistes sapaient le mouvement. Pour prix de leur trahison, de Gaule leur accordait l'« interdiction » du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France et d'autres organisations de combat des ouvriers et des étudiants. Cependant, des ouvriers en lutte tombaient sous les balles des C.R.S. Le jeune marxiste-léniniste Gilles Tautin était assassiné par les forces de répression de la bourgeoisie française.

QUELQUES LEÇONS

Le combat révolutionnaire de mai en France appartient désormais au mouvement révolutionnaire mondial. Bien des leçons sont à tirer de ces événements sur lesquels nous aurons maintes fois l'occasion de revenir. Retenons-en quelques-unes.

La première, c'est que le mouvement étudiant a grandi en maturité. S'il n'est pas exempt de confusion, il va dans le sens du combat ouvrier. Que l'on voie le combat mené par les étudiants du monde capitaliste ! Il doit être appuyé. C'est une composante du mouvement révolutionnaire mondial.

La seconde, c'est la trahison révisionniste, totale, aveuglante. Devant un mouvement ouvrier-étudiant d'une ampleur sans précédent en France, les révisionnistes ont volé au secours de la bourgeoisie de de Gaule. Ils ont rejoint en félonie les sociaux-démocrates allemands réprimant la Révolution spartakiste en 1919. Ils sont abjects et doivent être traités comme des êtres abjects, mal-faisants.

La troisième, c'est qu'il a été prouvé de façon éclatante que la Révolution est possible en pays capitaliste avancé. Les sociologues bourgeois ont beaucoup écrit pour dire que la classe ouvrière disparaissait, qu'elle n'avait plus de conscience révolutionnaire, qu'il n'y aurait plus jamais de grande grève — et le prolétariat de Belgique leur avait administré un premier démenti en décembre 1960-janvier 1961. Les sociologues bourgeois disaient encore qu'une Révolution était impossible en Occident, qu'il fallait se contenter du bulletin de vote. Mai 1968 a prouvé que l'insurrection est possible et peut être victorieuse.

Et c'est ici que vient la quatrième leçon. Pour vaincre, il faut conduire l'insurrection, armer le prolétariat, battre, écraser l'ennemi. Cela n'est possible que sous la direction d'un parti ouvrier révolutionnaire, marxiste-léniniste. Le P. « C. » F. a trahi et cela est apparu avec éclat. Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France était trop jeune. Il s'est battu. Il a joué un rôle appréciable. Il n'a pas failli à son devoir prolétarien. Mais son influence, son audience étaient encore limitées, d'autant plus que les révisionnistes et tous les agents de la bourgeoisie se sont acharnés contre lui.

Nous n'irons pas plus loin dans l'analyse. Nos camarades pourront lire avec fruit le beau livre du camarade Jurquet : « Le printemps révolutionnaire ». Son auteur a joué un rôle capital dans la création du P.C.M.L.F. Le congrès constitutif l'avait conduit au secrétariat politique du Parti. Son analyse est remarquable. Y sont joints les documents publiés par le parti frère durant les événements.

Il reste que le peuple français reprendra ce combat et qu'il sera décisif. D'ailleurs, le bouillonnement est intense dans les usines, à la campagne, dans les universités, les lycées, dans l'enseignement technique. Les commerçants et les artisans eux-mêmes passent à l'action directe.

Les progrès des idéaux du marxisme-léninisme sont incontestables. Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France accroît son influence en dépit de l'« interdiction » officielle, des flics gaullistes, des manœuvres et des brutalités révisionnistes. Il a triplé ses membres depuis mai dernier. C'est une preuve essentielle parmi bien d'autres que le printemps révolutionnaire continue en France.

(1) Hebdomadaire Clarté, rédaction-administration : 32, chaussée d'Alsemberg, Bruxelles 6-Belgique. Abonnements pour la France : 6 mois : 115 F.B. 1 an : 220 F.B.

DERNIERE MINUTE : PREMIERES REFLEXIONS SUR L'A. G. DE L'U.N.E.F.

Les Assises Nationales de l'Union Nationale des Etudiants de France se sont tenues à Paris les 3 et 4 mai 1969. Intervenant dans une période où le mouvement étudiant est en crise pour n'avoir pas su se démarquer clairement des courants non-prolétariens (révisionnistes ou gauchistes), Car pour cela il faut faire des choix politiques clairs, ce qui n'a pas été le cas à cette A.G.

1^o Parce que ces A.N. n'étaient pas celles du mouvement des étudiants révolutionnaires. Elles ne représentaient en fait que des mandats, des forces électoralistes dont voulait se servir le P.S.U. pour rester au Bureau National de l'U.N.E.F. Ce n'était qu'une assemblée parlementaire petite-bourgeoise : la pratique réelle des étudiants révolutionnaires n'apparaissait pas (par exemple,

une journée entière fut consacrée à la validation des mandats, une journée de « magouilles ».

2^o Parce que ces Assises Nationales, représentant surtout des courants non-prolétariens, elles n'avaient pas de ligne politique conséquente.

Ces problèmes se résument à la question suivante : les étudiants veulent-ils se placer sur les positions du prolétariat ou sur celles de la bourgeoisie ; et s'ils veulent se placer sous direction de l'idéologie prolétarienne, veulent-ils effectivement lutter contre les alliés de la bourgeoisie, P. « C. » F. et à l'Université, U.E. « C. » ?

A ces Assises, les marxistes-léninistes ont posé fermement et sans répit les problèmes politiques préalables à toute action conséquente du mouvement étudiant :

lutte contre l'Université bourgeoise ; lutte pour le soutien aux revendications étudiantes progressistes ; combat, sous direction du prolétariat, contre le capitalisme, l'impérialisme et le fascisme ; et enfin, prise de position claire et nette de l'U.N.E.F. vis-à-vis des révisionnistes de l'U.E. « C. » constituée en fraction scissionniste (« U.N.E.F. pour son renouveau », et de son allié trotskyste

Bien sûr, cette Assemblée était parlementariste et bureaucratique, coupée de la pratique militante ; notre position n'a donc pas été adoptée, du moins par un vote.

Mais la question a été posée et le débat est maintenant clair, sans ambiguïté ; il se poursuivra à la base.

Un militant M.L. de l'U.N.E.F.